

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13461 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 10 MAI 1988

Le président de la République réélu avec 54,02 % des voix contre 45,97 % à M. Chirac

La majorité parlementaire se divise sur les conclusions à tirer de la victoire de M. Mitterrand

Continuité

Après avoir assisté, un peu éberlués, au triste spectacle que fut la fin de la campagne électorale, la plupart des gouvernements étrangers ont accueilli avec soulagement la reconduction de M. Mitterrand à la présidence de la République. Autant il représentait l'inconnu en 1981, autant aujourd'hui il incarne pour la plupart des observateurs étrangers la certitude d'une continuité dans la diplomatie française. Et cette continuité est d'autant mieux vue que la percée du Front national a suscité une profonde inquiétude hors de nos frontières.

Cette inquiétude n'avait pas été effacée, c'est le moins qu'on puisse dire, par le comportement de M. Chirac en fin de campagne. L'affaire des otages du Liban, libérés quatre jours avant le scrutin du second tour, n'a pas contribué à relever le prestige du premier ministre, qui a paru à beaucoup prêt à tout pour sauver ses vaisseaux « in extremis ».

Le jugement est peut-être exagéré, tant il est vrai que M. Chirac n'a pas choisi cette date. Reste qu'en exploitant à des fins électorales l'élargissement de Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann il a lui-même accrédité l'idée qu'il s'était considérablement endetté à l'égard de Téhéran et qu'il acceptait une ingérence à son profit, sur la scène française, de ceux qui protègent, sinon encouragent, les terroristes. L'affaire d'Ouvéa et le retour précipité en France du capitaine Prieur n'ont guère amélioré l'image de M. Chirac, en particulier dans le monde anglo-saxon.

La tâche de M. Mitterrand et du gouvernement qu'il va nommer va être dominée à court terme par ces dossiers. On peut faire confiance au régime iranien pour tenter de faire payer au président de la République l'échec de M. Chirac, et on ne peut exclure que le prochain ministre de l'intérieur se trouve assez vite aux prises avec le terrorisme, aussi bien à l'intérieur de l'Hexagone qu'à l'extérieur. La situation en Nouvelle-Calédonie appelle elle aussi des initiatives rapides non seulement parce qu'elle est explosive, mais aussi parce que le spectacle d'une nation de cinquante-cinq millions d'habitants se retrouvant en état de guerre contre une communauté de quelques dizaines de milliers de ses sujets a eu un effet déplorable dans le monde.

Restent enfin les problèmes de fond. Le premier se nomme bien sûr Europe, et il relève tout autant de la politique intérieure que de la diplomatie, tant est d'importance le défi que doit relever la France.

La place à tenir par la France entre Deux Grands manifestement à la recherche d'un condominium va se retrouver elle aussi au premier plan des préoccupations de la nouvelle équipe.

Défense européenne, rôle de la force de dissuasion, attitude à adopter face aux efforts de désarmement de Washington et de Moscou, voilà des dossiers qui ne pourront pas attendre longtemps et à propos desquels M. Mitterrand, s'il veut mettre en œuvre l'ouverture dont il a tant parlé, devra prendre en compte certaines sensibilités extérieures au Parti socialiste. Y est-il prêt ? Il l'affirme. Laissons-lui le crédit de ses promesses, étant entendu que le choix des nouveaux ministres des affaires étrangères et de la défense constituera un premier test de sa résolution.

Après la réélection de M. Mitterrand (54,02 %), M. Jacques Chirac devait remettre sa démission au président de la République dès que l'un et l'autre se seraient mis d'accord sur une date rapprochée. M. Mitterrand ne devait faire connaître le nom du nouveau premier ministre que, au plus tôt, dans la journée du mardi 10 mai.

L'ampleur de la victoire de M. Mitterrand a créé les conditions d'une recomposition du paysage politique. La majorité parlementaire s'est divisée sur les conséquences de ce succès. MM. Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing ont indiqué qu'ils jugeraient « à ses actes » le nou-

veau gouvernement, le premier annonçant sa volonté de créer autour de lui une « force politique libérale et sociale ».

MM. Chirac et Pasqua ont manifesté leur intention de camper dans une opposition rigide, tandis que M. Le Pen leur proposait de le rejoindre dans le « rassemblement du peuple de France ».

Le franc est resté ferme, lundi, sur le marché des changes, le dollar se maintenant à 5,7075 F. A Paris, la Bourse a ouvert sur une note positive (+ 2,35 %), avant de revenir en début d'après-midi à + 0,76 %, alors qu'en 1981 la chute avait été telle que les cotations n'avaient pu être faites.



Lire également

- L'UDF et l'après-8 mai. La journée des candidats Pages 2 à 4
- Les déclarations, les réactions et la soirée à la télévision Pages 6 à 8
- La défaite de M. Chirac. La stratégie du Parti socialiste Pages 10 à 12
- La physionomie du scrutin Pages 14 et 15
- Tous les résultats : Paris, départements, DOM-TOM... Pages 16 à 33
- Un article de M. Michel Rocard : « Décentraliser pour l'emploi » Page 59

La responsabilité de M. Barre

par Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomeau

A première vue, la victoire de M. Mitterrand est écrasante. En approchant, avec 54,02 % des suffrages exprimés, le résultat du général de Gaulle (55,20 %) en 1965, il confirme son ascendant du premier tour sur une droite défaite et éclatée. Il impose pour la deuxième fois une alternance politique qui, en 1981, était considérée par ses adversaires comme un simple accident de l'histoire, comme une « expérience » vouée par nature à l'échec. Il parachève l'ambition de son premier septennat : donner aux socialistes l'occasion d'une légitimité de gestion et de durée ; les installer durablement dans le rôle de pivot de la vie politique française. Il ne s'agit plus, de surcroît, des socialistes version 1981, mais d'hommes que M. Mitterrand a conduits sur le chemin du réalisme. Ils ont accompli ainsi, avec retard mais sans grand risque de retour en arrière, une révolution culturelle

qu'avaient découverte avant eux les sociaux-démocrates de l'Europe du Nord ou les socialistes espagnols.

M. Mitterrand, quatrième président de la V^e République, premier à être réélu au suffrage universel, est aujourd'hui placé dans une situation comparable à celle du fondateur de ce régime lors de l'élection présidentielle de 1965. A cette différence près que le général de Gaulle l'avait emporté face à un adversaire peu connu et à une gauche en recomposition, tandis que M. Mitterrand a pris la mesure d'une droite en décomposition dont tous les chefs de file ont peu ou prou échoué. M. Barre avait été éliminé le 24 avril ; M. Chirac, défilant au premier tour, a perdu le second ; M. Le Pen, qui faisait figure de vainqueur il y a deux semaines, n'a pas pu éviter qu'un quart de son électoral n'enfreigne sa consigne (« pas une voix » pour le « pire », c'est-à-dire M. Mitterrand).

(Lire la suite page 2.)

LES RÉSULTATS SELON LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

	TOTAL		
Inscrits	38 061 919		
Votants	32 039 012 (84,17 %)		
Abstentions	6 022 907 (15,82 %)		
Blancs ou nuls	1 169 740 (3,65 %)		
Exprimés	30 869 272		
CANDIDATS	Nombre de voix obtenues	Suffr. exp. (%)	Inscrits (%)
François Mitterrand	16 676 335	54,02	43,81
Jacques Chirac	14 192 937	45,97	37,28

Résultats complets moins la Polynésie.

L'heure du reclassement

par ANDRÉ FONTAINE

UN président de gauche confirmé dans ses fonctions, un Parlement de droite toujours présent : un observateur ignorant les complexités de la vie publique française pourrait conclure qu'en fin de compte rien, en ce 8 mai, n'a vraiment changé. C'est pourtant le contraire qui est vrai. La campagne électorale qui s'annonçait la plus terne, celle où pour la première fois aucun candidat n'osait employer le mot de changement, a conduit à un véritable bouleversement du paysage politique.

Le temps a pris fin d'abord du tiraillement entre les deux légitimités contradictoires dont se réclamaient le chef de l'Etat et celui du gouvernement. L'exécutif est réunifié et l'hôte de l'Élysée restauré dans la fonction de clé de voûte de la République que lui assignait le général de Gaulle. François Mitterrand retrouve de ce fait une très grande liberté de jeu. Elle est même plus grande qu'en

1981 dans la mesure où il lui fallait alors tenir compte de l'attente de la base du PS, avide de lendemains chantants, de l'existence à l'Assemblée d'un groupe parlementaire socialiste aussi remuant que majoritaire et de la présence dans son gouvernement de quatre ministres communistes.

De cette liberté, que va-t-il faire ? Ses premiers propos, après l'annonce de sa réélection, sont conformes, on ne peut que s'en féliciter, à ce qui a été le ton général de sa campagne, et qui a amené beaucoup de ses compatriotes, pas forcément socialistes, à voter pour lui : la France a besoin de s'unir pour faire face aux défis de ce temps, et elle ne s'unira que si elle pratique à l'égard des plus faibles une politique généreuse de solidarité. Que si elle n'oublie pas trop le plus beau des trois mots de la trilogie républicaine : la fraternité.

(Lire la suite page 2.)

Victoire du SPD au Schleswig-Holstein

La CDU paie les conséquences de l'affaire Barschel

PAGE 36

Controverse sur l'assaut d'Ouvéa

Selon des témoins, trois Mélanésiens auraient été tués alors qu'ils étaient désarmés.

Le patron du GIGN dément

PAGES 34 et 48

Nouveau gouvernement en Belgique

Une coalition de centre gauche dirigée par M. Martens

PAGE 35

Election en Equateur

Succès de M. Rodrigo Borja, candidat de la gauche démocratique

PAGE 36

Le Monde

Deuxième cahier ÉCONOMIE

- Les syndicats et l'après-8 mai. ■ La politique française d'aide à l'exportation. ■ Les retards du patronat français. ■ 1992 ou la réalité refoulée. ■ La chronique de Paul Fabra.

(Ce cahier n'est disponible qu'en France métropolitaine)

Pages 49 à 84

Le sommaire complet se trouve en page 48



LUC FERRY ALAIN RENAULT

Heidegger et les Modernes

Pourquoi les intellectuels français ont besoin d'un philosophe au-dessous de tout soupçon...

Collection "Figures" dirigée par
Bernard-Henri Lévy

GRASSET

M 0147 - 0510 0 - 4,50 F



3790147004500 05100

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.



Le second tour de

L'ampleur de la victoire de M. Mitterrand



MAGNUM

Les VUES de Raymond Depardon

DIMANCHE 8 MAI, 11 h 30

*Arc de triomphe
Il lui a serré
la main.
Ils ont
marché ensemble
l'un devant l'autre.
François Mitterrand
s'avance
vers la tombe
du Soldat inconnu.
Jacques Chirac
reste au milieu
de la place
de l'Étoile.
On entend
la Sonnerie
aux morts.*

La responsabilité de M. Barre

(Suite de la première page.)

Cette victoire, pourtant, n'est qu'une étape. Le succès du second septennat de M. Mitterrand ne peut être assuré que par la recomposition du paysage politique qu'il appelle de ses vœux. Celle-ci est loin d'être jouée. Elle dépend de la capacité d'un homme à structurer une famille de pensée qui, pour la première fois depuis 1958, tient entre ses mains l'avenir du pays. M. Barre est cet homme-là. Il nourrit cette ambition : il souhaite constituer autour de lui « une force politique solide et responsable (...), républicaine, libérale, sociale et européenne ». Pour peu que M. Barre y parvienne, le lien entre cette force et les socialistes passe par un effort de pédagogie. M. Mitterrand l'a entrepris tout au long de sa campagne auprès des siens en les préparant à l'ouverture : « Il ne faudra pas laisser passer cette chance », a-t-il répété de meeting en meeting. A l'autre bord, l'essentiel reste à faire. A ceux qui sont tentés par des ralliements individuels, M. Barre fait valoir qu'il faut d'abord saisir cette occasion historique qui se présente pour sa mouvance (elle regroupe à la fois des libéraux, des démocrates-chrétiens, des centristes et peut-être quelques gaullistes) d'exister par elle-même. Ainsi seraient évités le ralliement ou l'absorption, au bénéfice d'une coalition en bonne et due forme, sur la base d'un programme de gouvernement.

Mais cette vision est encore du domaine du rêve. M. Barre a pris bien du retard, puisqu'il n'a su préparer ni ses troupes ni l'opinion à sa démarche pendant sa campagne du premier tour. L'ancien premier ministre aura affaire à forte partie. M. Giscard d'Estaing lui dispute le leadership au centre : il dispose de quelques bons arguments, puisqu'il milite en ce sens depuis près de quinze ans, mais l'ancien président, il est vrai, n'a plus de troupes. Si M. Chirac sert M. Barre en inaugurant sa nouvelle entrée en résistance poli-

tique par une dérive à droite, en compagnie des « libéraux » de M. Létard, il s'apprête à dénoncer les « traîtres » au moindre signe de rapprochement. En tout cas, M. Chirac a puissamment contribué dimanche soir, par la tonalité qu'il a imprimée aux réactions des siens, et notamment celle de M. Pasqua, à tracer une première ligne de partage entre lui-même, d'une part, et MM. Barre et Giscard d'Estaing, de l'autre. Paradoxalement, M. Pasqua a exclu de son horizon la majorité présidentielle, c'est-à-dire 16 millions et demi de Français accusés d'être des adeptes du « renoncement », de l'« abaissement de la France », selon une terminologie que l'on croyait révolue depuis l'appel de Cochlin lancé en décembre 1978 par M. Chirac.

Les conditions du choix de M. Barre en sont éclaircies : il lui faut éviter de rester au milieu du gué, et, pour cela, vaincre sa propre propension à la prudence — qui lui a coûté si cher avant le premier tour — avant de convaincre ses amis de l'UDF, et au-delà.

Pas de temps à perdre

Car M. Mitterrand, lui, n'a pas de temps à perdre : il ne peut prendre le risque de voir les neutralistes bienveillants d'aujourd'hui, que sont M^{me} Veil et M. Barre, se transformer demain en opposants farouches, et le conduire ainsi à une dissolution dans les pires conditions. Le nouvel élu ne peut se permettre de se placer de lui-même sous la dépendance d'un centre qui ne lui donnerait aucune garantie. De son côté, M. Barre ne peut pas d'avantage rester dans l'ambiguïté, sauf à bloquer à la fois la rénovation de la droite et l'ouverture proposée par M. Mitterrand. M. Barre est dans une situation telle qu'il peut être à la fois l'homme du blocage ou du déblocage de la vie politique française.

M. Mitterrand, pour sa part, doit passer d'une campagne élec-

Les résultats de l'élection présidentielle marquent d'abord le succès personnel de M. Mitterrand qui, à chaque consultation, a progressé : 44,80 % le 19 décembre 1965 face au général de Gaulle, 49,19 % le 19 mai 1974 face à M. Giscard d'Estaing, 51,75 % face au même le 10 mai 1981, 54,05 %, soit plus de 16,5 millions de voix, le 8 mai 1988. A l'inverse, M. Jacques Chirac réalise le plus mauvais score des candidats de la droite, avec 45,95 % et quatorze millions de voix.

L'ampleur de la marge qui sépare les deux candidats (2,5 millions de voix) est comparable à celle qui séparait M. Mitterrand du fondateur de la V^e République. Elle interdit d'attribuer la réélection du chef de l'Etat au seul report d'une partie des électeurs de M. Le Pen (générallement évalué à 1 million de voix sur 4,4 millions au premier tour). Elle s'explique aussi par une plus forte mobilisation qui, a manifestement profité à M. Mitterrand. Elle suppose également des défections centristes.

Dans 61 des 96 départements métropolitains, M. Mitterrand améliore ses positions de 1981. Il enregistre ses plus forts gains dans des départements traditionnellement réputés à droite : Bas-Rhin (+ 13,51 points), Haut-Rhin (+ 9,87

points). Ce sont aussi des départements de l'Ouest, comme la Manche, l'Ille-et-Vilaine, la Mayenne, la Sarthe, le Morbihan, le Maine-et-Loire, la Vendée et les Deux-Sèvres, qui lui accordent des gains supérieurs à 6 points.

Pour prendre la mesure du bouleversement politique que traduit, aux dépens de la droite traditionnelle, la victoire de M. Mitterrand, il suffit de juxtaposer quelques chiffres : depuis les élections régionales de mars 1986, la majorité parlementaire RPR-UDF contrôlait, avec ou sans le Front national, 20 régions. Elle n'a, dimanche soir, la majorité absolue que dans 3 de ces régions (Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Alsace).

Quant à la comparaison des scores de M. Mitterrand et de ceux enregistrés le 16 mars 1986 par l'ensemble des listes de gauche, de divers gauches et d'extrême gauche, elle est frappante : à l'exception du Lot, le chef de l'Etat fait mieux. Son gain est supérieur à 10 points dans 41 départements. Il est tel qu'il fait franchir à la gauche la barre des 50 % dans 60 départements.

D'autres distinctions méritent d'être relevées. Ainsi, il apparaît que M. Mitterrand réalise ses

L'heure du reclassement

(Suite de la première page.)

C'est ce langage qui a conduit un certain nombre de personnalités de la majorité parlementaire, dès avant le deuxième tour, à lui apporter leur soutien. C'est lui qui encourage un Giscard d'Estaing, un Raymond Barre, une Simone Veil, un Chaban-Delmas, à s'interdire à son endroit, contrairement à Jacques Chirac, Charles Pasqua et François Léotard, toute opposition systématique.

Un analyste des rapports de forces aussi subtil que François Mitterrand ne peut pas ne pas être persuadé que la raison pro-

bien des gens qui sont loin de le suivre, ne s'est pas imposé comme rassembleur : pas seulement de la nation — comment y serait-il parvenu avec sa rage à dénoncer la gauche et le socialisme, — mais de la demi-nation qu'est la droite.

Des ouvertures résolues

François Mitterrand, lui, a réussi, incontestablement, à rassembler la demi-nation de gauche, et il partage l'opinion de Valéry Giscard d'Estaing sur la nécessité de « l'effort com-



fonde de sa victoire réside dans la division de ses adversaires. Depuis le temps des Romains, l'incitation à la « discorde chez l'ennemi », dont parlait de Gaulle, fait partie du b a ba du chef de guerre, et la politique n'est que la guerre poursuivie par d'autres moyens.

L'une des fautes, et peut-être la principale, de Jacques Chirac, qui est assurément convaincu de cette évidence, est d'avoir donné à sa campagne un style précisément par trop militaire. Trop carré, qui, s'il fait merveille auprès de ses fans, convient d'autant moins bien à beaucoup d'hommes politiques et d'électeurs de la droite et du centre que ceux-ci ressentent avec amertume la tendance déjà ancienne du RPR à monopoliser les places.

La vérité, très simple, et que seule la nécessité de faire front commun contre le président sortant avait tenue sous le boisseau, est que la droite n'est pas majoritaire dans ce pays. Elle ne saurait l'être, en effet, qu'à condition d'y incorporer un centre qui est très loin, dans sa majorité, de partager l'opinion de Charles Pasqua sur le cousinage des valeurs du Front national et de celles de ce qu'on appelait hier encore la majorité.

La vérité c'est aussi que Jacques Chirac, en dépit de son énergie peu commune, de son courage, des qualités de cœur qui le rendent sympathique à

mun des deux moitiés de la France pour la construction définitive de l'Europe ». En homme d'orgueil et de rêve, plus conscient que jamais des liens qui unissent l'avenir au passé, il sait très bien que sa place dans l'Histoire dépendra largement de son aptitude à faire de cette ambition une réalité.

C'est dire tout ce à quoi il lui faut résister, maintenant qu'il vient de remporter cette victoire sur laquelle, il y a deux ans, personne n'aurait osé parier un centime : aux fumées de l'encens, à la tentation du sectarisme, à celle de la revanche, à celle de s'endormir sur ses lauriers en croyant que tout, avec une telle majorité, va être facile. En réalité, il a quelques semaines ou quelques mois de relatif état de grâce devant lui pour mettre à profit le surcroît de prestige que son triomphe lui vaut en France et à l'étranger et opérer le reclassement politique sans lequel le pays vogue en crise en crise pour le plus grand bonheur de Jean-Marie Le Pen.

Il est vrai que cela ne dépend pas que de François Mitterrand, mais vrai aussi que plus résolues seront ses ouvertures, plus la France aura de chances de retrouver la stabilité dont elle a tant besoin pour affronter les orages annoncés avec juste raison par Valéry Giscard d'Estaing.

ANDRÉ FONTAINE.

JACQUES JULLIARD

“Les caractères originaux de l'histoire ouvrière française.”
De Boulanger à Le Pen, la France a connu la tentation populiste mais elle n'a toujours pas de social-démocratie.

Collection Hautes Etudes.
Gallimard/Seuil. 140 F

Editions du Seuil



l'élection présidentielle

bouleverse le paysage politique

plus fortes progressions dans des régions ou dans des villes de tradition modérée, comme si celles-ci passaient d'un vote de centre droit à un vote de centre gauche, précédant peut-être quelques-uns des leaders de ce centre droit. C'est le cas de villes comme Caen, Auxerre, Rouen, Toulouse, Tours, Vitry (ville dont M. Méhaignerie est le maire) ou même Strasbourg, où M. Mitterrand frôle la majorité.

Des régions comme le Poitou-Charentes (56,86 %), la Bourgogne (55,32 %), la Bretagne (55,09 %), mais aussi l'Alsace où le rapport des forces s'est brusquement équilibré, connaissent une révolution analogue.

En revanche, sur tout le pourtour méditerranéen, le déclin de la gauche se confirme : c'est là qu'au premier tour le Front national avait connu certains de ses meilleurs scores. C'est là que l'électorat de M. Le Pen s'est le mieux reporté à droite, quand il n'était pas tenté par l'abstention. Ce recul touche également la région parisienne et le Rhône. M. Chirac ne retrouve certes pas le total des voix de droite et d'extrême droite du 24 avril, mais il apparaît dans ces régions-là qu'une partie des électeurs lepénistes recrutés dans ce qui formait autrefois la clientèle (sinon

l'électorat) de la gauche se fixent à présent à droite.

Au fond, la droite s'installe ou résiste dans les zones où la gauche modérée a le plus vieilli dans ses structures, ses hommes ou ses comportements : Marseille, Pau, Valence, par exemple, où le maire de Paris a obtenu la majorité absolue.

Dans tous les cas, l'audience de l'extrême droite le 24 avril a laissé des traces : dans le Sud, au profit de M. Chirac ; dans le Nord et dans l'Est, sans nuire à la gauche.

Au total, seuls dix-neuf départements métropolitains ont donné leur préférence à M. Chirac (1), mais dans aucun il ne franchit la barre de 60%. Performance que le président réélu réalise dans dix départements (2).

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Haute-Corse, Corse-du-Sud, Paris, Bas-Rhin, Cantal, Manche, Mayenne, Lozère, Maine-et-Loire, Vendée, Haute-Loire, Ain, Rhône, Haute-Savoie, Hautes-Alpes, Var, Hauts-de-Seine, Yvelines et Alpes-Maritimes.

(2) Pas-de-Calais, Aisne, Seine-Saint-Denis, Seine-Maritime, Nord, Somme, Nièvre, Ariège, Haute-Vienne, Aude.

MM. Giscard d'Estaing, Barre et Létard se disputent l'UDF

L'union RPR-UDF est morte dimanche soir. Son sort était d'avance scellé. M. Chirac lourdement battu, un seul homme pouvait encore lui éviter l'irréparable... M. Mitterrand. Si une fois réélu, il s'était prononcé aussitôt, comme en 1981, pour la dissolution immédiate de l'Assemblée nationale, il est probable que les réflexes de peur et de survie politique auraient alors à nouveau gagné ce camp et resserré automatiquement les rangs pour entrer en « résistance ». Mais le président de la République n'est apparemment pas disposé à lui faire ce genre de cadeau. Pas celui-là du moins. On a en revanche souvent dit, parfois sous forme de boutade, qu'après avoir réussi à moderniser la gauche, M. Mitterrand pourrait accomplir la même œuvre utile pour la droite. N'est-ce pas cette prédiction qui semble avoir trouvé, dimanche soir, un début de réalisation ?

Le défi est en tout cas lancé. Voilà l'opposition nouvelle maintenant face à elle-même, ne pouvant plus se contenter de s'opposer pour le plaisir de s'opposer, mais appelée à réfléchir et à construire, autrement dit à jeter les bases d'une véritable culture d'opposition, jugée à l'aune de la tolérance et de l'ouverture. Dès lors, tout le monde est concerné. La seule frontière qui vaille passe désormais entre ceux qui, dans l'un ou l'autre bord, consentiront à relever ce défi d'une démocratie adulte et ceux qui préféreront toujours se réfugier dans une opposition-béton. On a trop vite oublié qu'il existait une droite et qu'il fallait un centre. La menace des 15 % de M. Le Pen, la façon d'appréhender les événements douloureux de la Nouvelle-Calédonie auront suffi, entre ces deux tours de l'élection présidentielle, à ouvrir les yeux de ceux qui avaient pensé pouvoir tenir ces deux entités fondamentales — la droite et le centre — dans le même et seul concept majoritaire.

Face à un RPR qui pourrait être tenté, sous la pression de M. Pasqua, de se laisser prendre par la dérive lepéniste pour surmonter la « pothésation » du candidat Chirac, l'UDF sera-t-elle à droite ou au centre ? Parviendra-t-elle aussi à se ressaisir pour occuper toute la place qui pourrait naturellement lui revenir au carrefour fréquenté de l'échiquier politique ? Telles sont les deux questions urgentes posées aux responsables de cette confédération

qui d'ailleurs, dès ce lundi matin, devait multiplier les réunions de concertation.

Dans l'immédiat, les responsables de l'UDF paraissent avoir jugulé toutes les tentatives de débauchages individuels sur le modèle de la « stirnisation ». En réalité, le sort de cette UDF risque bien de se jouer dès cette semaine entre M. Barre, M. Giscard d'Estaing et M. Létard.

Sans s'être aucunement concertés depuis le 24 avril, les deux premiers se sont, dès dimanche soir, clairement positionnés au centre. Ils ont tenu sensiblement le même langage d'ouverture en relevant qu'ils jugeraient M. Mitterrand « à ses actes ». S'impose ainsi, pour tous deux, l'idée de l'émergence d'un groupe central structuré susceptible de former, avec les socialistes, des majorités d'idées, voire de bâtir des gouvernements de coalition. Du coup, la rivalité entre les deux hommes a toutes chances d'en être plus rude. M. Giscard d'Estaing n'avait pas imaginé de retrouver, sur son chemin, cette fois encore, son ancien premier ministre.

L'appui des centristes

Hélas pour lui, par son intervention remarquée de dimanche soir venant comme une réponse directe à celle du président de la République, M. Barre a prouvé qu'il était bel et bien là. Ces derniers quinze jours, M. Barre a beaucoup consulté. Il a l'appui des centristes et de M^{me} Simone Veil. Son capital de confiance dans l'opinion est intact. Sa loyauté à l'égard de M. Chirac l'a consolidé. Et, surtout, le voilà décidé à faire de la politique tout en ayant l'air convaincu, comme il le confie, de pouvoir « transformer son échec électoral en succès politique ».

Dans l'immédiat, il ne compte pas prendre d'initiative spectaculaire. Il lui importera de voir si l'UDF est capable par elle-même de se régénérer, de transcender ses divisions pour fournir, comme il l'appelle de ses vœux, « une force politique solide et responsable capable de soutenir une action républicaine libérale, sociale et européenne ». Sinon il chargerait ses amis de la susciter sous son égide, et avec le soutien logistique de ses associations.

M. Giscard d'Estaing aura-t-il la même patience ? Membre du

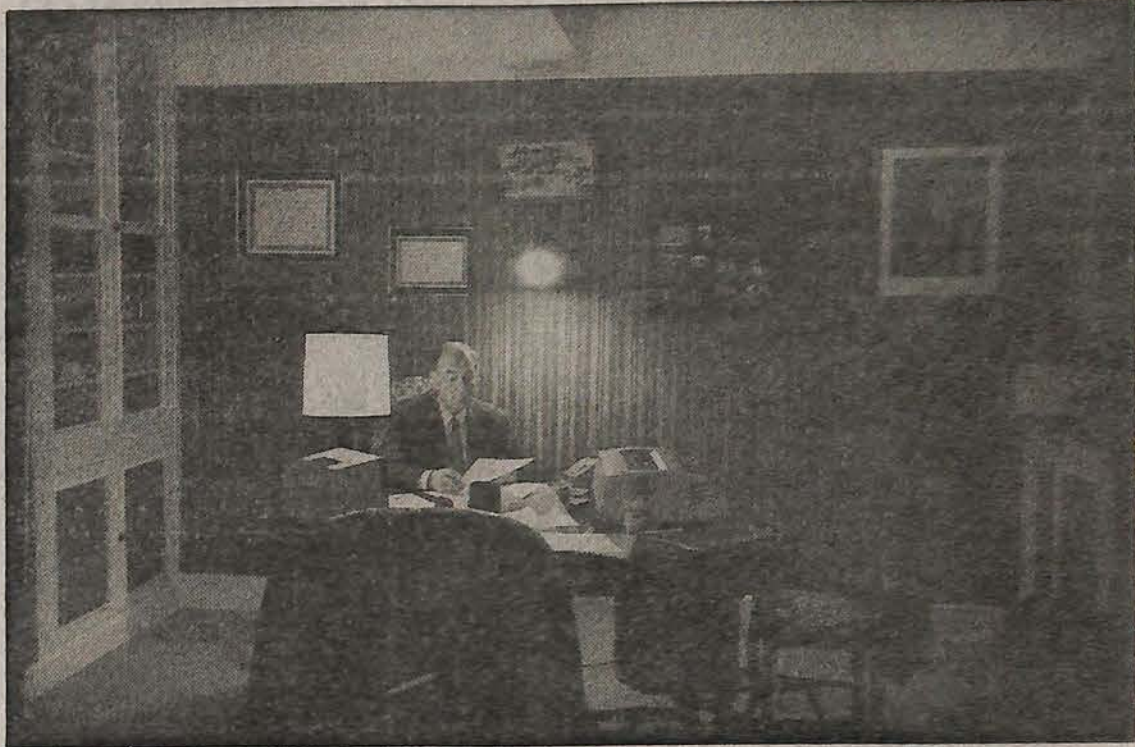
bureau politique de l'UDF, ce que n'est pas M. Barre, l'ancien président peut être tenté de précipiter le mouvement en revendiquant sa place de père fondateur de cette confédération. En précisant dimanche que « la majorité parlementaire reste toujours la nôtre », celui-ci en tout cas semble ne pas exclure un rapprochement avec la partie libérale du RPR.

M. Giscard d'Estaing pense être le plus apte à tenir le « langage du cœur », qui a tant manqué, selon lui, à MM. Chirac et Barre. Mais encore faudrait-il qu'il puisse ébranler le cœur des centristes qui ne paraissent pas prêts à lui pardonner aussi facilement sa discrétion du premier tour. Enfin, il risque de manquer de relais au Parlement. Le Parti républicain est divisé. Et, même si ses proches se sont chargés d'entreprendre les dix-huit députés qui, comme l'ont montré les études du Monde, n'ont besoin ni des socialistes ni du Front national pour se faire réélire, ce support sera bien fragile.

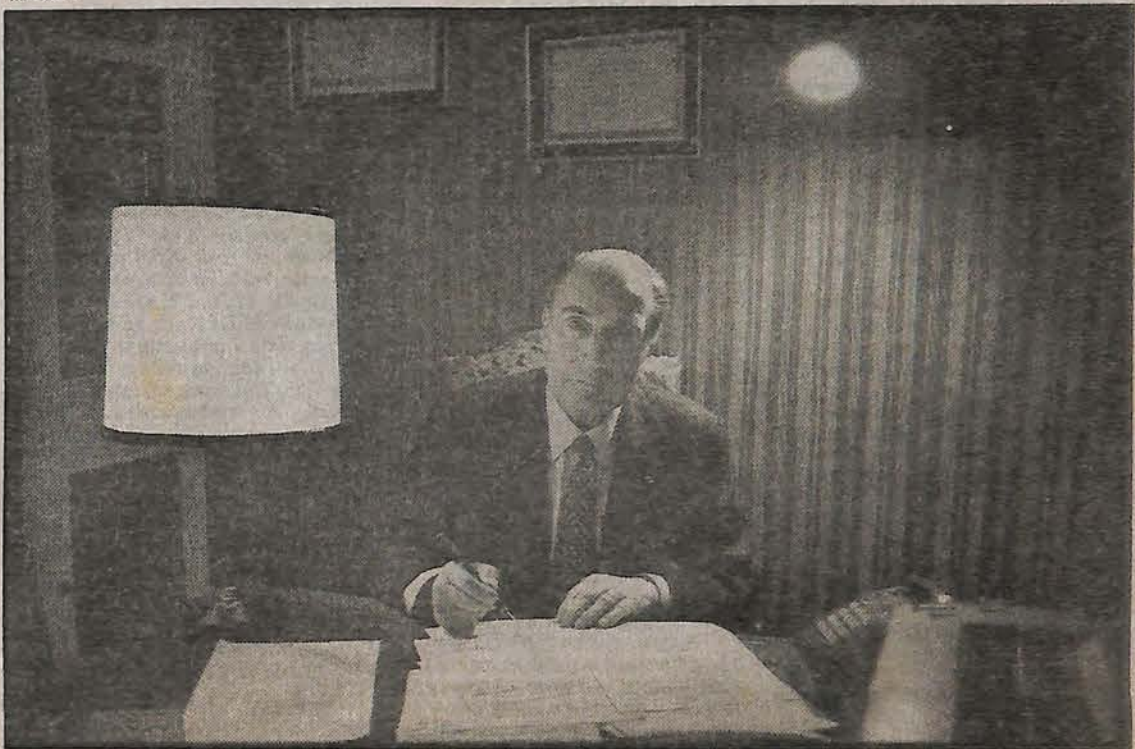
Reste enfin M. Létard. Lui a un handicap : il n'est plus que le maire de Fréjus, pendant que MM. Barre et Giscard d'Estaing auront, eux, tout loisir de dominer de la voix l'Assemblée, dans l'attente d'une dissolution. Que veut faire, que peut faire M. Létard ? Les déclarations concordantes de MM. Barre et Giscard d'Estaing l'ont visiblement indisposé. Le secrétaire général du PR avait prévenu : il est pour la dissolution, pour la censure. Il pense qu'entre la droite et la gauche les choses doivent être claires, qu'il n'y a pas de place pour « un centre mou ». Dimanche soir, M. Létard semblait évidemment plus proche de la ligne dure de M. Pasqua que de la ligne d'ouverture Barre-Giscard-Veil.

Toujours tarabulé, malgré la faillite de sa stratégie prochiracienne, par son idée de rapprochement RPR-PR sur fond de droite moderne, libérale et revitalisée, M. Létard peut être tenté de brusquer les choses, en claquant, comme il en a eu maintes fois le désir, la porte de l'UDF. Mais son parti se trouve aujourd'hui en mauvais état : des létéardiens déçus, des barristes qui hésitent à le réintégrer, des giscardiens qui regardent ailleurs. M. Létard n'a peut-être plus désormais les moyens de toutes ses ambitions.

DANIEL CARTON.



MAGNUM



Les VUES de Raymond Depardon

DIMANCHE 8 MAI, 20 h 30

15, rue de Nevers, Château-Chinon.
Il est seul au fond d'une pièce ;
il vient de gagner ;
il y a peu de lumière,
on dirait une chambre
transformée en bureau.
Le son de la télévision
arrive de la pièce voisine ;
il est en train d'écrire sa déclaration.

il s'arrête, écoute les résultats
d'une ville et sourit.
Son visage est toujours baissé,
il paraît calme.
Comment lui faire lever la tête ?
Je m'approche, j'attends,
il lève son regard ; je souris,
il me dit « merci beaucoup ».
La campagne est terminée.

Un album

Le Monde éditera à la fin du mois de mai un album des « vues » de Raymond Depardon sur la campagne électorale, dont celles publiées dans le quotidien.

Photos officielles, intimes, publiques, personnelles. Avec une préface de Bernard Frank et les annotations du service politique.

Cet album sera en vente dans les principaux kiosques et par correspondance au Monde.

NOS PROPRES STATISTIQUES

	MÉTROPOLE			OUTRE-MER			TOTAL		
Inscrits	37 037 253			958 733			37 995 986		
Votants	31 368 126 (84,69 %)			624 065 (65,09 %)			31 992 191 (84,19 %)		
Abstentions ...	5 669 127 (15,30 %)			334 668 (34,90 %)			6 003 795 (15,80 %)		
Blancs ou nuls ..	1 153 904 (3,67 %)			15 929 (2,55 %)			1 169 833 (3,65 %)		
Exprimés	30 214 222			608 136			30 822 358		
CANDIDATS	Nombre de voix obtenues	Suffr. exp. (%)	Inscrits (%)	Nombre de voix obtenues	Suffr. exp. (%)	Inscrits (%)	Nombre de voix obtenues	Suffr. exp. (%)	Inscrits (%)
Mitterrand	16 259 823	53,81	43,90	354 754	58,33	37,00	16 614 577	53,90	43,72
Chirac	13 954 399	46,18	37,67	253 382	41,66	26,42	14 207 781	46,09	37,39

POUVOIRS

1988

45

l'URSS de Gorbatchev

le message politique
la prise du pouvoir
les projets économiques
l'intelligentsia
vu de province
les nationalités
la défense
l'europe de l'est
et l'ouest?

marie mendras
archie brown
gérard duchêne
nicolas werth
a. sennegon-meister
s. kartveli
jean-christophe romer
jacques rupnik
pierre hassner

FRANÇOIS MITTERRAND
Sur les institutions
interview exclusive.

Publié avec le concours du C.N.R.S.

pu

LES REVUES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



Le second tour de l'élection présidentielle

La journée des candidats et de leurs partisans

Joie tranquille et colère triste

« J'en ai vu d'autres » : Jacques Chirac, d'une phrase, balaise une défaite clairement entrevue dès le premier tour et conclut quatre mois d'une campagne débridée, haletante et vorace. Il le dit avec le sourire et les mots glissent sur son visage beau comme une affiche. Il le dit en confiance à un carré de fidèles : « J'en ai vu d'autres. La France aussi. Nous recommencerons dès demain matin dans le sens de l'union de la majorité. »

C'est à peine s'il prend le temps de tourner la page, de digérer ce revers douloureux. Il est déjà en selle, chef de guerre impénitent. Aujourd'hui, c'est hier, et demain, aujourd'hui ! Se souvient-il seulement de sa journée, de ces dernières douze heures, de ce 8 mai 1988 maudit pour lui et pourtant inauguré par une messe solennelle en l'église Saint-Louis des Invalides ? Il est 9 heures ce dimanche, et le premier

tourne. « Ce n'est pas mon habitude, sourit Chirac, mais pour vous faire plaisir, oui. »

Ailleurs, à Château-Chinon, s'égrenent les heures tranquilles d'une journée sans histoire. Il pleut bien sûr, comme souvent en Morvan, pour les mariages heureux. Et le bourg sans charme, aujourd'hui enraciné dans l'histoire de France, a répondu à une sorte d'appel inconscient. Nul mieux que lui ne connaît la psychologie de l'ex-député de la Nièvre, « François ». Comme on veille encore sur son étang d'Ourox-en-Morvan, on sait, entre la place et les deux rues faites de maisons basses, protéger le calme du président.

Bien avant le pays, Château-Chinon a compris. La ville a deviné, dès la fin de la matinée, que « François » est élu, largement. Et la population lui réserve le plus bel hommage, celui auquel lui-même doit

En 1981 il avait été le premier, rue de Solferino, à annoncer, dès 18 h 30, la bonne nouvelle au peuple militant. Ce dimanche, il n'est pas même 18 h 10 et déjà l'ancien premier ministre, braconnier des sondages, se précipite pour dire aux trois cents braves qu'ils ont, qu'il a, enfin bref qu'« on a gagné ».

Rocard « à Matignon ! »

On a gagné. Il a gagné. Et les militants, délicieuse et coupable habitude, n'en font même pas une montagne. La force tranquille en 1981. La joie tranquille en 1988. D'ailleurs, la consigne est tombée de haut, du bureau exécutif du PS promptement réuni : pas de triomphalisme, profil modeste. La victoire, et « quelle victoire ! », soit, mais célébrée comme une chose attendue, planifiée, presque normale. « Car la France est vraiment un beau pays », et cette victoire est la conséquence d'une « maturité politique enfin vérifiée », comme le succès d'un PS majeur et vacciné.

Michel Rocard, à 18 h 30, peut bien lever les bras au ciel, rue de Solferino, et la foule scander « à Matignon ! », Lionel Jospin immédiatement derrière, et tout dans la fausse modestie, douche les ardeurs : « Je ne sais vraiment pas pourquoi vous applaudissez. »

La pudeur est de rigueur. Même Roland Castro en convient, qui ravalait un chapelet de superlatifs, « formidable, incroyable. Bon c'est vrai, il faut avoir le triomphe modeste, mais ça va être dur. C'est la fin du RPR ». Entre cette mort annoncée du RPR, un rien prématurée, et cette « immense victoire » du PS, il y a tout de même place pour une fête. Des rires, quelques larmes de joie, les embrassades, le buffet sauna, rien que de très classique en somme, sinon ce sentiment curieux que parfois ceux qui ont le privilège de la célébrer ont pour la victoire des tendresses de petits propriétaires.

Les grands manitous du PS, eux, sont absents. Ils rasent les micros, comme on dirait les murs. Ce silence radio étonnant — encore que l'on exagère un peu — a son explication. Le bureau exécutif l'a décidé : pas de déclaration intempestive, ou, dit en langage militant, « coordination totale sur l'expression avec le président ». Ce qui, en clair, revient à dire que l'on s'aligne définitivement, délibérément et unanimement sur la pensée exprimée de François Mitterrand. Le 8 mai appartient à François Mitterrand, et le PS est son Eglise.

Jacques Chirac le premier est revenu à Paris. Il est à l'Hôtel de Ville, il est à Matignon, il est rue de Babylone, il est partout. Autour de lui, Michèle Barzach, Edouard Balladur, Alain Juppé, Bernard Pons font cercle. Charles Pasqua est déjà reparti vers son ministère. Rue de Babylone, la soirée électorale commence. Dans le vieil hôtel particulier, les jolies filles du comité de soutien à Jacques Chirac ont des mines assurément moins réjouies que les angelots peints sur les trumeaux aux couleurs passées. Depuis 18 h 30, on connaît les premières estimations, et il faut feindre de les ignorer. On ne veut pas croire aux sondages à la sortie des bureaux de vote. Surtout lorsqu'ils ne sont pas bons.

Au premier étage, plus tard, Jacques Chirac, avec Edouard Balladur, Philippe Séguin, Camille Cabana et d'autres, Alain Juppé et Michèle Barzach sont en réunion et préparent la déclaration. En bas, le service d'ordre est nerveux. Dans le salon des « VIP », comme on dit rue de Babylone, les mines s'allongent et les colères s'expriment. Les socialistes passent à la télévision. On ne les hue pas. On se contente de les insulter : « Quand je pense qu'on va revoir toute cette bande-là, tous ces bons à rien de ministres socialistes... Et Jospin qui a sa gueule de 81. Et les terroristes qui vont revenir... »

L'agent secret le plus connu de France

Une jeune femme en soutie pleure. Présidente d'un comité de soutien en province, elle a eu tout de même la satisfaction de croiser Jacques Chirac dans l'escalier. « Je lui ai pris les mains, je lui ai dit, on continue. Il m'a répondu, oui, on continue. Plus loin, une autre persifle : « Barre doit être ravi ». André Giraud, venu en voisin, est lui très à l'aise : « Ce n'est pas une surprise. On connaissait le résultat depuis quinze jours. C'est normal. A chaque fois que le gouvernement faisait quelque chose de mal, c'était malgré Mitterrand. Et à chaque fois que cela se passait bien, c'était grâce à lui. »

Jacques Toubon, lui, est en pleine forme. A l'Hôtel de Ville de Paris, tout à l'heure, il a un peu perdu son sang-froid, s'en prenant aux journalistes : « Si l'on a perdu, c'est par la faute des médias. Les prochaines élections, on les fera sans vous. » Rue du Général-Foy, revenu à de meilleurs sentiments, il a une idée

de génie : « Faire sortir tout le monde sur le trottoir pour faire masse. » « Pas mal, hein, comme truc ! » Et comme la rue est presque dans l'obscurité : « Alors, il n'y a plus d'éclairage public depuis que Mitterrand est élu ? Ça commence bien, le septennat ! »

A l'intérieur, le « patron », Charles Pasqua, n'est pas d'humeur à plaisanter. Il ne se montrera guère, sinon pour venir donner devant les caméras les résultats officiels, profitant de l'occasion, fatigue ou rouerie, pour accorder un point supplémentaire à son candidat préféré, 46,68 %. Ce qui, avec les 54,31 % consentis malgré tout au président sortant, aboutit au total inusité de 101 %.

Un Corse chasse l'autre, Jean-Charles Marchiani, l'homme des otages, discret mais furieusement présent, costume beige clair et chaussures vernies, sort ce soir de l'ombre. « L'agent secret le plus connu de France », affirme un de ses proches, tempête gentiment contre la presse : « Kauffmann, c'était l'un des vôtres, même pas proche de nous ; vous auriez pu attendre qu'il sorte avant de me flinguer. Qu'est-ce qu'ils vont nous mettre, les socialistes, aux services spéciaux ? Un instituteur barbu de la FEN. Ces gens-là, les faux fajs, ils connaissent pas, les flingues ils en portent pas. Ce sont des vertueux ! A cause de vos histoires à Beyrouth, j'avais sur le dos tous les services secrets : les Syriens, le Mossad. » Jean-Charles Marchiani entrevoit l'avenir : « On va refaire les réseaux. » D'un geste, appuyé d'un clin d'œil, l'agent secret fait mine d'armer un pistolet. Puis il se lance dans la typologie politique : « Ce qui nous distingue de Le Pen ? Lui, il est blond et breton ; nous, nous sommes bruns et corses. »

Robert Pandraud, le « social-démocrate » de l'intérieur, dit en rigolant Jean-Charles Marchiani, est beaucoup plus sérieux : « Je souhaite bien du plaisir à mon successeur. Les services de sécurité ont en majorité voté Le Pen. Il va falloir avancer à la godille. Nous, au moins, on a tenu la boutique. » Et le grand Bob de s'en aller, si l'on ose dire, fermer boutique en Seine-Saint-Denis, pour porter les paroles de réconfort aux troupes défaits. « Pas la peine de se cacher la vérité, nous avons pris une belle pilule », assène-t-il sans détour à ses fidèles réunis dans leur quartier général, une usine désaffectée. Les militants ont la mine longue, mais ovationnent le ministre. « Notre défaite est nationale, il faut l'assumer. On va avoir une mauvaise nuit, mais nous

gagnerons. Je lève mon verre à l'espérance. »

Quelques instants plus tard, deuxième discours dans l'appartement d'un responsable local du RPR, juste au-dessus d'une entreprise de pompes funèbres. Robert Pandraud persiste et signe : « Nous avons pris une dégelée retentissante. Mais c'est dans les emmerdements qu'on voit ses véritables amis. »

La fête

Ou dans les fêtes. Ici et maintenant, ici et ailleurs, à la Maison de l'Amérique latine les fidèles du président ont organisé un très digne et très mondain pince-fesse rose, une

jeté hors de chez eux des dizaines de milliers de jeunes. En métro, en voiture, à pied, ils ont pris d'un même élan la Bastille et la République « le vieux, le président quoi » les a séduits. Pour sa « morale », pour cette « fraternité » ainsi sauvegardée.

Les orchestres improvisés ont investi la rue. La fête est musicale, la fête est politique. La Nouvelle-Calédonie est partout présente, évoquée, manifestation d'indignation dans une manifestation de joie, « Kanaky vivra », le slogan des militants indépendantistes encadré par les jeunes gens de la Ligue communiste révolutionnaire fait, dimanche



sorte de garden-party de nuit, type 14 juillet ou victoire électorale. François Mitterrand n'avait pas dit un mot, ou presque, de la journée à Château-Chinon. A Paris, il fait son devoir d'amitié, il sourit, salue, complimente, encourage, bref il concède à la fête des futurs ministres, de son ex-état-major, et des multiples écrivains et artistes qui l'ont soutenu. Il passe de groupes en groupes patiemment, d'amabilités en amabilités, de félicitations en félicitations, puis vers minuit, après quelques derniers mots avec Marguerite Duras, François Mitterrand vaguement enroué s'en fut.

La fête, la vraie, presque spontanée commençait place de la République et annexes à la Bastille, par une sorte là encore de vieille habitude. Des affichettes avaient balisé depuis la fin de l'après-midi le boulevard Beaumarchais : « A vu de nez, c'est le 8 mai. » L'annonce de la victoire, le score « imposant » ont

soir, un tabac boulevard Beaumarchais. Sur un abri-bus une double inscription : « Pons, Chirac, assassins. A Ouvea, le crime n'a pas payé. »

La fête va durer longtemps baroque et improvisée, sans queue ni tête, comme un grand moment de soulagement collectif. Vers 1 heure du matin, sur le podium central, Danièle Mitterrand viendra voler, un court instant, la vedette au musicien Didier Lokwood. Entouré de Jack Lang, Laurent Fabius et Paul Quilès, Danièle Mitterrand presque timidement fait quelques gestes de la main vers cette foule immense. Et puis la politique s'efface peu à peu. Même Charles Pasqua, tête de turc principale, ne fait plus trop recette. La douce France, multicolore, danse, sur tous les rythmes, son soulagement.

Récit du service
des informations générales.

A Château-Chinon

« Ce n'est pas si grave... »

Jacky pleurait, et ni Danielle ni François Mitterrand ne parvenaient à apaiser ses larmes. Jacky pleurait de joie. Il embrassait Jean Glavany, le chef de cabinet de l'Elysée, il donnait l'accolade aux policiers de l'escorte présidentielle. Il retardait le départ de l'hélicoptère et le chef de l'Etat ne savait plus comment endiguer ce bonheur touchant et désemparé. « Ce n'est pas si grave », lui répétait le président de la République.

Ancien gosse de l'assistance publique, aidé par les époux Mitterrand tout au long de son adolescence, Jacky était bien le seul à laisser déborder son émotion. Le gamin de Château-Chinon, devenu un homme, a été de tous les soirs de victoire ou de défaite de son tuteur. Il avait déjà pleuré le 10 mai 1981.

A l'heure de remonter vers Paris, sans souci de la liesse qui l'y attendait, le chef de l'Etat avait à cœur de donner l'impression d'un retour sans histoire. Une fin de week-end présidentiel. Quelques collaborateurs, Roger Hanin et Christine Gouze-Renal, la belle famille, et Danielle. Des réveilleries de vol de nuit.

Toujours vêtu de son imperméable noir, parce qu'après une journée pluvieuse, il craignait de s'enrhumer, il s'était plongé dans un livre, avant même le décollage. A 21 h 15, porté par la plus grande victoire de la gauche, le chef de l'Etat paraissait ne s'intéresser qu'aux Mémoires de la Révolution française du baron

de Besanval. « Un homme, nous confiait-il, qui a joué un grand rôle pendant la monarchie et qui est mort au début de la Révolution française. »

Roger Hanin aurait aimé plaisanter. Les deux femmes parlaient entre elles. François Mitterrand lisait, hochant doucement la tête aux passages intéressants. Feignait-il toujours d'ignorer sa victoire ? Il était entré un peu plus dans l'histoire et il revenait à celle des autres ? Devant notre étonnement, il lâcha sa lecture et comme pour un événement ordinaire, il expliqua que cette victoire-là était dans l'air. « Cela se sentait. Vous savez, on sait toujours, avec un peu d'habitude, lorsque ça marche et lorsque ça ne marche pas. »

D'un haussement de sourcil, par-dessus son livre, il faisait comprendre qu'en ce dimanche où avait usé les nerfs de Jacky, « le risque d'échec n'était pas très grand ». Il n'avait après tout vécu qu'une « journée peu ordinaire à un rythme ordinaire ». Très vite renseigné sur les estimations, il avait longuement travaillé son intervention télévisée. Il avait bu du champagne, à 20 heures, en compagnie de quelques amis. Surtout, pour leur plaisir à eux. Il rentrait à Paris plus tôt qu'à son habitude, pour le bonheur d'autres amis. Lui-même serait bien allé se coucher. Une dure semaine l'attendait.

Ph. Bg.

ministre affiche le masque grave de l'homme d'Etat qui porte sur ses épaules la France, ses morts et ses martyrs. Mais la prière et les chants, la communion et les plaintes de l'orgue ne le détachent pas de ses préoccupations. L'hostie s'écroule, la voilà déjà en conciliabule avec Edouard Balladur, puis avec André Giraud. On imagine un dialogue, jamais interrompu, sur la Nouvelle-Calédonie. Assis au deuxième rang, Charles Pasqua veille sur son petit monde.

Etrange cohabitation du temps officiel, celui des cérémonies et du temps réel, celui des apartés, des sourires vrais et non crispés. La R25 du premier ministre le conduit, en compagnie de son inséparable ministre d'Etat, vers Matignon puis vers l'Arc de triomphe pour un dernier rendez-vous. Il ne sera pas dit que Jacques Chirac aura quitté son habit de premier ministre sans l'avoir endossé, une ultime fois, au côté de François Mitterrand. Les deux hommes se serrent la main et se regardent, très furtivement, dans les yeux. Nulle trace d'émotion sur ces visages d'acteurs professionnels. La commémoration du 8 mai 1945 leur était de se frôler comme si de rien était, pendant douze minutes.

Une journée tranquille

Le temps de Jacques Chirac est du sable. Tout s'échappe, tout lui échappe. Normal : « Cette journée est un peu folle », a prévenu l'Hôtel Matignon. A 12 h 30, dans les salons tout dorés de l'Hôtel de Ville, Jacques Chirac se fait excuser devant un millier d'invités. Et cette foule d'anciens combattants a tout juste le temps d'exprimer ses regrets de ne pas voir ce premier ministre qu'elle imagine encore élu président de la République dans quelques heures. Jacques Chirac, lui, n'a pas de ces vains espoirs. Il sait. Il sait depuis quinze jours.

Mais il fait comme si, merveilleusement. Dans le petit avion privé qui le conduit en Corrèze, en compagnie de sa femme, il déjeune de quelques sandwiches. A 15 heures, il vote dans la commune de Sarraz. « A gauche, à gauche », lui demandent les photographes pour qu'il se

tenir : vivre un dimanche comme les autres.

Alors, pendant qu'il s'installe dans la petite maison de la famille Chevrier, les habitants sont ailleurs, au café par exemple, à boire des bières et à parler d'autre chose. Ils le savent déjà renvoyé à l'Elysée et pour rien au monde ne lui diraient leur joie. Ils passent devant ce banal rez-de-chaussée mal protégé par des rideaux de vieille dentelle, pour un simple coup d'œil. Des femmes apportent les plats du déjeuner — truite et filet de bœuf aux cépes — des enfants ont préparé un gâteau, orné d'une belle inscription, « génération Mitterrand ».

Toute la ville connaît la disposition des lieux. Au ras d'un virage serré, une cuisine avec, près de la fenêtre, une table recouverte d'une toile cirée. Une salle à manger décorée d'un papier peint d'un mauvais vert, des appliques. Et, au fond, un petit bureau, le plus simple des bureaux d'écoliers, sur lequel François Mitterrand rédige ses appels au « rassemblement ».

Vers 17 heures, François Mitterrand sort pour aller voter à la mairie. Château-Chinon lui fait un bout de chemin, comme ça, pour la politesse. Sans bruit, les estimations, dès le milieu de l'après-midi ont remonté la rue. « 53 % au moins ». Cela vaut une autre bière, mais pas une longue explication. Des gamins ont sorti un drapeau tricolore, spectacle presque déplacé. François Mitterrand a voulu une journée normale, c'est-à-dire une journée un peu morne, sans grande surprise. Sans doute aime-t-il ce paresseux cours des choses qui lui est offert, un peu comme l'instituteur qu'on n'ose pas déranger parce qu'il prépare la classe de la semaine. Et même à 20 heures, ils allaient être bien peu nombreux ceux qui trouvaient nécessaire d'aller saluer l'élu. Simplement la cohue, à la mairie, fut des plus réussies, histoire de montrer Château-Chinon à la télévision, son bel hôtel de ville et la statue de Miro.

La victoire surprenait ce dimanche de famille en plein engourdissement. Elle ne risquait pas, à Paris, de surprendre Laurent Fabius. Laurent Fabius ne peut s'en empêcher, il annonce les victoires, comme Carl Lewis volerait un départ.

Citoyens immigrés

« Citoyens, citoyennes... »

Aucune chaîne de télévision n'a diffusé dimanche soir l'allocation de Saïd Bouamama. Cela n'a pas empêché la centaine de personnes présentes de l'applaudir très fort, avant de scander — pour rire, bien sûr — « Saïd président ». Pour le moment, ce jeune sociologue de Lille est président de Mémoire fertile, une fédération d'associations qui organisait cette « soirée électorale à la menthe » dans son local parisien (1). En attendant de réunir à Saint-Denis, du 27 au 29 mai, des « états généraux de l'immigration ».

Est-il besoin de préciser qu'à 20 heures, lorsque le visage de François Mitterrand s'est dessiné sur l'écran d'Antenne 2, les militants présents ont trépidé sur leur chaise ? On criait, on se tapait dans le dos, on trinquait avec un vin multicolore (rouge français, rosé tunisien et blanc turc), tandis que les enfants couraient entre les tables et qu'à la République de nombreux immigrés se déchaînaient déjà aux cris de « On a gagné », ou, plus encore, « On va rester ».

Lors du mouvement étudiant de 1986, des beurs avaient marqué les cortèges de leur présence. C'était la première fois qu'ils participaient à une bataille nationale aux côtés de Français « de souche ». Dimanche soir, la fête était élargie à des personnes d'autres origines ethniques et d'autres âges.

« C'est comme l'arrivée au pouvoir de Ben Ali en Tunisie », lançait audacieusement un grand moustachu à la soirée de Mémoire fertile. Explication : « Là-bas aussi, il y a eu un grand ouf de soulagement, même si ça ne devait pas changer grand-chose. »

Retenons le « ouf » qui résume assez bien l'état d'esprit des milieux de l'immigration maghrébine et noire. Si la campagne électorale de François Mitterrand les avait déçus, l'hypothèse d'une élection de Jacques Chirac les empêchait de dormir.

« Pendant la campagne, Mitterrand avait un discours humani-

taire et abstrait, dit Saïd Bouamama. « La France unie », pour nous, ça ne veut rien dire. Se contenter d'appliquer un programme aussi vague, c'est donner des voix à Le Pen. Mais au moins l'élection de François Mitterrand rend-elle les choses à nouveau possibles. C'est le minimum de départ. »

Avec Jacques Chirac à l'Elysée, les associations d'immigrés s'attendaient, tôt ou tard, à une remise en question de certains droits acquis, sous la pression du Front national. « Une révision du code de la nationalité. Peut-être même la suppression de la carte de séjour de dix ans, estime le président de Mémoire fertile. Cela aurait surtout créé une ambiance dangereuse, en nous amenant une fois de plus à être sur la défensive au lieu d'aller à la rencontre des Français. A réagir une fois de plus, au lieu de prendre le temps de réfléchir. »

Peuple de France et peuple français

Dans la bouche de Saïd Bouamama, arrivé en France juste après sa naissance, mais toujours titulaire de la seule nationalité algérienne, le « citoyens, citoyennes » n'est pas innocent. Ce militant se bat, comme beaucoup d'autres, pour que la citoyenneté ne se confonde plus avec la nationalité. Autrement dit, pour que l'ensemble du « peuple de France » ait les mêmes droits que le « peuple français ». Ou, pour être tout à fait clair, que les résidents étrangers puissent participer aux élections municipales.

Mais ce droit de vote est davantage un principe qu'un objectif prioritaire. Le président de Mémoire fertile le voit plutôt comme un point d'arrivée : « Il finira par apparaître naturel. Ce sera le résultat d'autres droits. L'essentiel aujourd'hui est de « reconstruire un tissu social, avec des solidarités effectives entre Français et immigrés ».

Mémoire fertile écrira dès ce lundi à M. Mitterrand. Pour lui

demande de mieux faire appliquer la loi de 1972 contre le racisme (il ne peut qu'être d'accord) ; de remettre en question la loi Pasqua sur l'entrée et le séjour des étrangers (le président réélu s'y était refusé, pendant la campagne, sauf sur un point) ; de permettre l'élection de non-Français aux prud'hommes (ce n'est pas dans le programme de M. Mitterrand) ; enfin, dans la perspective de 1992, de faire en sorte que les dix-sept millions de résidents étrangers en Europe aient, eux aussi, la liberté de circuler d'un pays à l'autre. « Nous ne voulons pas être des citoyens européens de seconde zone », commente Saïd Bouamama.

L'immigration a certainement joué un rôle important dans le score de Jean-Marie Le Pen au premier tour. Faut-il pour autant lui consacrer des mesures spécifiques, et même un ministère ? Dans l'entourage de François Mitterrand, on a tendance à penser que cette question ne doit pas être isolée, sous peine d'accroître l'exclusion. C'est en luttant contre toutes les formes de marginalisation (chômage, logement, école) qu'on atténuerait les problèmes de l'immigration. Saïd Bouamama partage il dit : « Nous ne sommes pas les plus touchés. Il n'y a pas encore de quart-monde immigré. Pas encore. Mais si ça devait arriver... »

Les militants de diverses associations sont, cependant, persuadés qu'il faudra aussi aborder l'immigration de front au lieu de noyer le poisson dans un vague discours sur l'exclusion. « Il s'agit de débattre de questions concrètes et non d'idées, dit le président de Mémoire fertile. N'ayons pas peur d'aborder, par exemple, le problème de la délinquance. Il ne doit plus y avoir de sujets tabous. Mais abordons-les là où ils sont vécus — le quartier, l'école, l'entreprise — et avec ceux qui les vivent. »

ROBERT SOLÉ.

(1) 67, rue de Dunkerque, 75009 Paris.



M. François Mitterrand : « Notre premier devoir est la solidarité nationale »

« Mes chers compatriotes, les résultats connus, à l'heure où je m'exprime, m'apprennent que vous avez choisi de m'accorder votre confiance. Je continuerai donc d'exercer la mission dont j'ai déjà pu éprouver pendant sept ans la grandeur et le poids mais qui, renouvelée, m'oblige plus encore à faire ce que je dois pour rassembler les Français qui le voudront.

« J'agrirai, c'est bien le moins, dans la fidélité aux principes de la République. La liberté, l'égalité et le respect des autres, refus des exclusions, qu'on nomme aussi fraternité, n'ont pas fini d'entretenir l'espérance des hommes. Il y a trop d'angoisse, trop de difficultés, trop d'incertitudes pour trop des nôtres dans notre société pour que nous oublions que notre premier devoir est celui de la solidarité nationale. Chacun selon ses moyens, pour concourir au bien de tous.

« Je vous ai dit au long de cette campagne présidentielle que c'est dans la cohésion sociale que réside la capacité de la France à faire rayonner à travers le monde, et d'abord dans l'Europe à construire, son économie, sa technologie, sa culture, bref son génie. Mais tout commence par la jeunesse. Voilà notre ressource la plus sûre. Je veux consacrer le principal de notre effort à lui procurer l'éga-

lité des chances par l'école, par la formation de l'esprit et des mains aux métiers qui placeront enfin le plus grand nombre de nos entreprises dans la grande compétition moderne avec les atouts pour gagner.

« Enfin, puisque la vie même de l'humanité en dépend, je servirai passionnément en votre nom le développement des pays pauvres, le désarmement et la paix. Et sans plus tarder, car l'urgence est là. J'entends que le gouvernement qui sera bientôt mis en place recherche dès les prochains jours, en métropole et outre-mer, les apaisements et les dialogues nécessaires.

« Mes chers compatriotes, à chacune et chacun d'entre vous, quelles qu'aient été ses préférences, j'adresse un salut fraternel. Je remercie du fond du cœur celles et ceux qui m'ont apporté leurs suffrages, celles et ceux qui m'ont tant aidé. Je sais ce que représente pour eux et pour la France, notre patrie si chère, cette victoire qui est la leur.

« A l'approche d'un autre millénaire, étape ou symbole, s'ouvre une période nouvelle de notre histoire. Comment vous dire les sentiments qui sont les miens ? En cette heure grave et solennelle, je le répète, aimons la France et servons-la. Vive la République, vive la France ! »

M. Jacques Chirac : « Une espérance à faire grandir dans l'union »

« Les Français ont décidé de confier la responsabilité de l'Etat à M. Mitterrand. Dans une démocratie, c'est le peuple qui est le maître et je m'incline devant son choix. Je remercie toutes celles et tous ceux qui m'ont fait confiance et dont l'appui fervent a été pour moi un soutien irréprochable.

« Durant deux années, j'ai mis en œuvre dans notre pays une politique nouvelle fondée sur une plus grande liberté, une plus grande justice, une meilleure sécurité. Au cours de la campagne électorale, j'ai proposé

aux Français un nouveau pacte républicain, engageant notre pays à construire son avenir au sein de l'Europe, en lui donnant les moyens d'être plus fort et plus solidaire, mieux défendu et plus respecté.

« Je souhaite bonne chance à la France et bonne chance aux Français. Quoi qu'il advienne, tous ceux qui se sont rassemblés autour de ma candidature sont porteurs d'une espérance. Cette espérance, ensemble nous la ferons vivre, nous la ferons grandir dans l'union ».

M. Raymond Barre : « Un souci d'objectivité »

« Quel qu'ait été le choix de chacun, M. François Mitterrand est désormais le président de tous les Français. Ceux qui comme moi l'ont combattu, en raison de leur jugement sur le septennat et de leur incertitude sur l'avenir, souhaitent que son nouveau mandat soit bénéfique à la France et qu'il l'accomplisse avec cette volonté d'unir les Français exprimée pendant sa campagne. Nous le prendrons à ses actes, non à ses mots. Nous entendons aborder le septennat qui s'ouvre dans la fidélité à nos convictions mais avec un souci d'objectivité.

« Une campagne extraordinairement dynamique, le concours loyal de la majorité tout entière n'ont pas permis à Jacques Chirac de l'emporter. Je rends hommage à son courage. Cet échec est regrettable, car

il affectera le redressement de la France entrepris depuis mars 1986. La majorité arrivée au pouvoir au lendemain des élections législatives devra s'interroger sur les raisons pour lesquelles la victoire s'est muée deux ans après en défaite.

« La France va retrouver demain ses problèmes économiques et sociaux, la situation préoccupante de la Nouvelle-Calédonie, les exigences de la construction européenne et de la compétition internationale. Elle ne pourra relever les défis de l'avenir si elle se laisse gagner par une démagogie extrémiste qui est inadaptable à notre monde d'interdépendance et d'ouverture et qui ne peut que l'affaiblir et l'isoler. Elle ne pourra retrouver la voie du progrès que si elle sait concilier l'efficacité et la

solidarité sociale. Elle ne pourra maîtriser les évolutions de la société moderne que si elle procède à une profonde réforme intellectuelle et morale.

« Je voudrais m'adresser ce soir aux Françaises et aux Français de toutes tendances qui, le 24 avril dernier, m'ont accordé leur confiance. Les circonstances du moment vont inévitablement susciter dans la vie politique turbulences et manœuvres. Je leur demande de rester unis afin de constituer une force politique solide et responsable capable de soutenir une action républicaine libérale, sociale et européenne. Tel sera en tout cas le sens de mon action à venir. Ensemble, fidèles à nous-mêmes, sans aucun parti pris ni sectarisme, nous travaillerons pour la France. »

« Les électeurs ont tranché. Reconnaissons que ce résultat est un échec pour les libéraux démocrates que nous sommes, malgré les efforts de nos candidats. Les raisons de cet échec proviennent à mon avis de trois causes.

« Dès qu'il est apparu qu'il n'était pas possible de s'accorder sur un candidat unique, le succès était hors de portée. Ensuite, nous devons affirmer plus nettement nos propres valeurs, celles du libéralisme économique, mais aussi sociales, celles de la tolérance et

du respect des autres et celles du rôle de la France. Si on veut être au centre, il faut s'y tenir. Enfin, nous n'avons pas assez parlé le langage du cœur.

« Cela dit, c'est déjà le passé. Que faut-il faire ? Que devons-nous faire ? Le pire serait la politique du pire. Je ne crois pas que la France ait basculé à gauche. Et la majorité parlementaire reste toujours la nôtre.

« Le président va nommer, c'est son premier devoir, il l'a annoncé d'ailleurs tout à l'heure, un nouveau gouvernement. Nous le jugerons à ses actes. En espérant qu'ils seront conformes au thème de la France unie. Il ne faut pas décider à l'avance de le censurer. L'opposition telle que je la proposerai doit faire passer l'intérêt national avant l'intérêt politique partisan.

« Donc, je voterai pour les lois qui me sembleront bonnes et contre celles que je jugerai mauvaises pour le pays. Je redis ce soir, comme je l'ai fait avant le début de cette campagne, la nécessité de l'effort commun des deux moitiés de la France pour la construction définitive de l'Europe.

« Et maintenant bonne chance, Monsieur le Président de la République. Des orages nous attendent. Sachez mener le navire à bon port. »

M. Jean-Marie Le Pen : « La majorité a organisé son suicide politique »

« La droite la plus bête du monde a assuré deux fois en sept ans le succès du candidat socialiste. La majorité RPR-UDF qui, sur son programme, n'avait pourtant obtenu en 1986 que 40 % des voix, auxquels s'ajoutaient les 5 % de non-inscrits, a organisé son propre suicide politique, en décrétant l'exclusion de la seule force d'avenir qui comptait déjà à l'époque 10 % d'électeurs.

« François Mitterrand a gagné par arrêt de l'arbitre. En acceptant la cohabitation et donc la collaboration avec le président socialiste, en renonçant à appliquer l'essentiel de leur programme, les candidats de la majorité ont perdu 9 % des voix en deux ans, passant de 45 % à 36 %. Dans le même temps, le candidat national que j'étais, passait de 10 % à 15 % des voix et doublait en quatre ans le nombre de ses voix passant de 2,2 millions à 4,4.

« Le pacte de désistement réciproque entre les candidats antisocialistes a été superbement ignoré. Dès le premier tour, les centristes, Barre, Lecanuet, Méhaignerie, Veil, en posant comme condition à Jacques Chirac de n'accepter en aucune manière de faire quelque concession que ce fût aux 4,4 millions d'électeurs que j'avais réunis, le condamnaient à l'échec. Déjà, on le sait, se préparait dans les coulisses politiques le futur gouvernement de coalition socialo-centriste.

« Le 1^{er} mai, en demandant à mes électeurs de n'accorder en aucune circonstance leur voix à François Mitterrand, j'ai été jusqu'au bout des concessions que me permettait la dignité. M. Chirac a cru pouvoir remplacer un solide appui à partir d'un programme commun par des opérations spectaculaires : il a échoué. Aujourd'hui, la France se retrouve dans l'impasse, d'où elle avait cru pouvoir sortir. Les Français vont une fois de plus pouvoir vérifier l'incapacité de la gauche à résoudre les problèmes de l'immigration, ceux qui touchent à la Nouvelle-Calédonie, ceux de l'étatisme bureaucratique et fiscaliste, ceux du chômage et ceux de l'insécurité.

« C'est pourquoi j'appelle toutes les Françaises et tous les Français, et particulièrement ceux qui se sont retrouvés sur le nom du candidat antisocialiste, à organiser avec nous et avec le Front national, le rassemblement du peuple de France, pour assurer l'identité, la survie, la grandeur de notre pays, la France. [...]

« La justesse de nos analyses, la loyauté dont nous avons fait preuve nous permettent de commander la manœuvre contre la gauche. Quand la droite sera débarrassée de ses Saxons, il faudra un examen de conscience à l'UDF et au RPR. »

M. Michel Rocard : « Les Français ont choisi la sérénité »

« François Mitterrand est réélu après avoir été élu en 1981. La gauche réélue, il n'y a pas de précédent, dans toute l'histoire de France, il n'y a pas de précédent, et il faut comprendre pour quoi ce succès, que nous devons à François Mitterrand. Je crois, pour ma part, tout simplement, que devant les angoisses, les difficultés, les craintes, les Français ont choisi la sérénité. Tout simplement la sérénité. Il me paraît important que cette sérénité — que ce choix exprime, — elle se traduise dans l'action quotidienne dès demain.

« Je voudrais dire aussi combien je comprends la tristesse, l'amertume, l'angoisse peut-être, en tout cas le désarroi de tous ceux qui ce soir n'ont pas voté pour François Mitterrand. Et à toutes celles-là, tous ceux-là, je voudrais dire mon espoir que dans un an, dans deux ans, dans trois ans, ils se sentent partie prenante du rassemblement vrai, du rassemblement profond de la France qu'à l'évidence François Mitterrand a reçu ce soir du suffrage universel mission de réaliser.

« Demain ne sera pas facile. Il y a beaucoup à faire. Mais la France va moins mal qu'on ne l'a dit ici ou

là. Nous avons du chômage, de l'insécurité, une formation insuffisante, bien des difficultés pour beaucoup de nos concitoyens dans leur vie quotidienne ; mais, en même temps, la France est capable d'un réveil. Oui, je pense que toutes les énergies mobilisées, mobilisées mieux, nous pourrions demain nous remettre au travail. Non pas pour travailler plus, mais pour travailler mieux, simplement, plus intelligemment, en nous écoutant les uns les autres, en nous comprenant mieux.

« Et c'est cela le vœu qu'aujourd'hui, ce soir, avec François Mitterrand et tous les autres socialistes, je formule pour que nous fassions pour demain, pour le vingt et unième siècle à nos enfants — le vingt et unième siècle c'est demain — une France rayonnante dans un monde en paix. »

« M. ANTOINE WAECHTER, candidat écologiste. — « La fonction présidentielle ne pourra plus être ce qu'elle était, c'est-à-dire un pouvoir sans partage. Elle devra tenir compte du vote vert, qui fut un vote positif et d'affirmation à vivre mieux. »

46%, 54%!!..

Monsieur Chirac,
Monsieur Mitterrand,
chez nous vous auriez
appris à être de
vrais rassembleurs !



Pour l'Ecole Supérieure de Commerce de Dijon, un vrai rassembleur mobilise 100% des hommes et des femmes autour de ses idées.

Dans sa vie professionnelle comme dans son comportement personnel, l'Ecole Supérieure de Commerce de Dijon a choisi de former les rassembleurs des entreprises de demain. Ceux qui feront l'unanimité, dès le premier tour !

Ecole Supérieure de Commerce de Dijon

SYNERGIE

ESC DIJON - 29, RUE SAMBIN - 21000 DIJON - TEL. (33) 80.72.12.40 - TELEX 350 038 CCI DIJON



l'élection présidentielle

après l'annonce du résultat

Les « durs » et les autres

Tout est allé très vite. Comme si, d'un coup, étaient effacés deux ans de cohabitation orageuse et deux mois d'invectives électorales. Comme si, maintenant que les choses étaient claires, l'histoire s'accélérait.

Sur les plateaux de télévision et aux micros des radios, on va assister en moins de quatre heures à une étonnante course de vitesse à droite. Sous l'œil intéressé, impérial, des Jospin et autres Poperen (il était là, cette fois). D'un côté, un homme, François Léotard. Au début, il s'avoue « triste » de la défaite de son favori. Mais, au fur et à mesure des changements de chaîne, le voilà qui devient agressif, hargneux. Il s'affirme maintenant clairement « dans l'opposition ». Puis s'en

vient à prendre ses distances avec les autres ténors. On se dit (avec lui ?) : pourquoi ne participerait-il pas au challenge ? Il n'y tient plus : « Qui m'aime me suive ! »

De l'autre côté, c'est la foire à l'ouverture. Qui se rapprochera le plus des socialistes sans avoir l'air de — déjà — trahir son camp ? A ce jeu préparé de longue date par Mitterrand pour Mitterrand, Jacques Chaban-Delmas et Simone Veil se sont particulièrement distingués. Et, tandis que la soirée s'avance et qu'on « zappait » de chaîne en chaîne, que l'on consultait les dépêches d'agence, on comprenait que la ligne de fracture entre les « durs » et les « néo-cohabitationnistes »

passait à l'intérieur même des partis de la majorité parlementaire : au PR, au Parti radical et même... au RPR. Un RPR peu envahissant — dimanche soir. Une fois n'est pas coutume.

Il faut dire que, très tôt, Raymond Barre puis Valéry Giscard d'Estaing avaient mis les pieds dans le plat — sans faire de cadeau au premier ministre, — et secoué par leurs déclarations des tables rondes qui nous jouaient un mauvais remake des soirées précédentes. Et que Jean-Marie Le Pen (toujours lui) avait bien fait comprendre — et ses lieutenants en écho — qu'il tenait en main quelques ficelles du nouveau jeu.

Du coup, les dirigeants de la droite, candidats à rassembler derrière leur panache blanc de la

croisade libérale devenaient légion : Le Pen, Barre, Léotard, VGE... et pourquoi pas ce terrible Monsieur Pasqua...

Tout volait en éclats, alors que les écrans nous montraient, par bribes, le déferlement de joie du camp adverse. Château-Chinon : « Allez, Tonton, allez Tonton, allez ! » La République : « Le fascisme n'est pas passé... » Et face au mouvement brownien d'une droite en pleine panade, la « sérénité » présidentielle en appelle plus que jamais au rassemblement. En milieu de soirée, un duo de violon et de contrebasse Jack Lang — Simone Veil nous a déjà renseignés : ce message-là poursuit lui aussi sa course.

YVES AGNÈS.

DANS LA MAJORITÉ PARLEMENTAIRE

« Suffisamment d'objectifs communs »

● **M^{me} SIMONE VEIL** : il n'y a pas d'obstacles de principe à gouverner avec les socialistes. — M^{me} Simone Veil, ancien ministre, ancienne présidente du Parlement européen : « Dans la mesure où il n'y a pas de majorité pour une seule formation, cela veut dire une coalition de formations politiques qui se mettent d'accord sur un programme de gouvernement et pas simplement pour des combines, pour des magouilles comme on a eu quelquefois tendance à le considérer. C'est vraiment parce qu'on a suffisamment d'objectifs communs, qu'on se sent suffisamment proches pour avoir un projet qui peut tout de même faire aller le pays dans le sens où on le souhaite. C'est je crois pour l'avenir, pour les socialistes et les centristes une possibilité, mais il faut en discuter car on revient de loin. »

» Les centristes ont longtemps été dans l'opposition par rapport aux gaullistes. Il y a eu des époques où ils ont souhaité pouvoir gouverner avec les socialistes, et puis les socialistes sont partis à la dérive : il y a eu le programme commun et ils ont été de plus en plus marqués par les communistes, même en 81. Si, aujourd'hui, les socialistes ont renoncé à ces fantasmes et s'ils ont pris conscience que la priorité c'est d'avoir une politique économique sérieuse, solide, alors il y a des possibilités un jour de se retrouver. Je le souhaite. Il n'y a pas d'obstacles de principe à gouverner avec les socialistes. En revanche, il y a un problème de principe tout à fait clair : à ne faire aucune alliance, aucun compromis avec le Front national. »

● **M. JACQUES CHABAN-DELMAS** : mettre un terme à la coupure de la France en deux. — M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale : « Il ne faut pas que les affrontements resurgissent, le pays ne pourrait pas le supporter. Chacun des candidats a indiqué que l'élection présidentielle devrait être l'occasion de mettre un terme à la coupure en deux de la France en deux camps, sectaires, agressifs, hostiles, irréductibles l'un à l'autre, même lorsque des convergences, des accords possibles apparaissent dans des domaines vitaux pour l'existence de la nation : au président de la République d'agir dans cet esprit. A l'Assemblée nationale, je gage que la majorité parlementaire unie, consciente de la nécessité de tenir compte du fait capital qu'est la réélection de M. Mitterrand, sera très

attentive aux initiatives du président de la République. »

● **M. JEAN LECAUET** : réussir l'Europe. — M. Jean Lecauet, président de l'UDF : « Que faire demain ? Ne pas perdre courage, ne jamais se renier, rester fidèle à nos valeurs. A l'UDF, nous sommes centristes, c'est-à-dire démocrates, sociaux, européens. La grande étape est fixée, c'est de réussir l'Europe et de faire entrer la France dans l'Europe. Que va faire le nouveau président ? Quel doit être notre comportement ? Le regarder agir, ne pas juger sur les paroles mais sur les actes, être honnêtes avec la France et maintenir au centre de la vie politique, là où nous sommes placés, un espoir de réconciliation et d'action. »

● **M. ANDRÉ ROSSINOT** : contre l'extrême droite. — M. André Rossinot, président du Parti radical (Valoisien), ministre chargé des relations avec le Parlement : « Le Parti radical plus que jamais continuera à se battre pour une société tolérante, ouverte, plus juste, moderne et responsable. Face à la montée du Front national, amplifiée lors de cette élection et inquiétante pour la France, ils tiennent à répéter avec fermeté leur condamnation claire des thèses de l'extrême droite. Dans les jours qui viennent, le Parti réfléchira avec ses amis et ses alliés pour prendre les décisions qui s'imposent. »

● **M. PHILIPPE SÉGUIN** : contre la politique du pire. — M. Philippe Séguin (RPR), ministre des affaires sociales : « Nous ne cesserons pas systématiquement le gouvernement. Nous nous définirons par rapport à chaque texte, par rapport à chaque programme en fonction de ce que nous considérons être les intérêts de la France. Nous sommes contre la politique du pire. La majorité de ce soir est très composite, avec des communistes, des gens d'extrême droite en nombre non négligeable. Vous (les socialistes) aurez beaucoup de difficultés à faire coïncider votre majorité parlementaire avec votre majorité présidentielle. La condition d'un rapprochement socialistes-centristes, c'est précisément la non-dissolution de l'Assemblée nationale. »

● **M. CHARLES MILLON** : la fin de l'opposition systématique. — M. Charles Millon, député général des comités de soutien à Raymond Barre : « Le ballon est dans le camp du président de la République. C'est à François Mitterrand de dire s'il va



Dessin de PLANTU.

se transformer : soit devenir un homme de rassemblement, soit être celui qu'il était pendant sa campagne. Il y a un phénomène qui est en train de se passer ce soir : on est en train de quitter l'opposition systématique qui a caractérisé la vie parlementaire durant tant d'années. (...) Si à un moment il y a un consensus qui se dégage dans l'Assemblée, je ne vois pas pourquoi des gens qui sont dans l'opposition n'apporteraient pas leur suffrage. »

● **M. MICHEL NOIR** : il faut dissoudre l'Assemblée nationale. — M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur (RPR) : « Il faut que François Mitterrand décide de dissoudre immédiatement l'Assemblée nationale et qu'à travers des élections législatives on puisse savoir quelle est la majorité gouvernementale que souhaitent les Français. Si certains envisageaient un accord avec le Front national, il s'iraient droit au suicide politique. »

● **M. JACQUES BARROT** : clarifications. — M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS : « On va de plus en plus vers un décalage entre les Français et la politique. C'est à mon sens un risque de voir, à ce moment-là, monter un extrémisme dans le pays si les Français n'ont pas le sentiment qu'il y a un dessein clair pour répondre à leurs problèmes quotidiens : il y a là des responsabilités majeures pour le nouveau président de la République. »

C'est à lui d'abord de dire comment il entend assumer ses responsabilités et c'est à ce moment-là que les stratégies, celles de la nouvelle opposition ou de nouvelles oppositions, pourront se clarifier. »

● **M. ALAIN MADELIN**, ministre (PR) de l'industrie. — « Ne soyons pas dogmatique. Nous ne jugerons pas en fonction de l'idéologie mais en fonction de l'efficacité. C'est une victoire personnelle de M. Mitterrand, ce n'est pas une victoire socialiste. »

● **M. HÉRVÉ DE CHARETTE** : attitude constructive. — M. Hervé de Charette, ministre (PR) de la fonction publique et du Plan : « Il me paraît conforme aux institutions qu'on respecte la situation qui subsiste à l'Assemblée. Bien entendu, cela sera possible si nous n'avons pas une attitude d'opposition systématique. Nous aurons une attitude constructive, nous regarderons. Nous ne sommes pas des opposants systématiques. »

● **M. BERNARD BOSSON**, ministre délégué (CDS) aux affaires européennes, a souhaité « que la majorité parlementaire vote sur ce qu'il y a de positif » dans la politique de M. François Mitterrand. M. Bosson a souhaité que s'unissent dans cette majorité ceux qui prendront l'engagement formel de ne pas s'allier avec les dirigeants du Front national.

AU FRONT NATIONAL

● **M. STIRBOIS** : M. Chirac responsable de sa défaite. — M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national : « M. Jacques Chirac est responsable de sa propre défaite par sa politique d'exclusion du Front national. Il n'y a pas de défaite possible des socialistes sans une alliance de la droite traditionnelle avec le Front national. Cette alliance se concrétisera dans des dizaines de grandes villes lors des élections municipales de 1989. »

● **M. MEGRET** : la droite doit changer de stratégie. — M. Bruno Megret, directeur de la campagne de M. Le Pen : « C'est un résultat paradoxal : un pays majoritairement à droite qui élit un président de gauche. Il est temps que [la majorité parlementaire] comprenne que la carte politique française a changé, qu'il n'y aura plus de victoire à droite sans le Front national. Il est temps qu'elle change de stratégie, sinon [elle] va disparaître. Nous allons rassembler ceux qui veulent une rupture avec le socialisme. »

● **M. LE GALLOU** : film classé X. — M. Yves Le Gallou, dirigeant du Front national : « On a un peu l'impression d'assister à un film classé X, entre les avances du PS aux centristes, des centristes au PS... Il doit y avoir un certain nombre d'électeurs de M. Barre ou de M. Chirac qui se sentent trahis. La véritable opposition, la colonne vertébrale de l'opposition aujourd'hui, c'est Jean-Marie Le Pen et c'est le Front national... Le RPR-UDF, c'est le tiers résiduel, c'est 35 %. Aujourd'hui, il y a une stratégie qui est celle des socialistes et des centristes, une stratégie de compromis, de cohabitation au centre, et il y a la stratégie de Jean-Marie Le Pen, qui est celle d'une opposition claire et nette. »

● **M. BRUNO GOLLNISCH**, député du Rhône : « L'espèce de débandade de la majorité montre l'échec de la stratégie d'exclusion du Front national. Celui-ci peut être le fer de lance parfaitement légal et démocratique du combat contre le socialisme. »

A L'EXTRÊME GAUCHE

● **M^{me} ARLETTE LAGUILLER**, candidate Lutte ouvrière (trotskiste) au premier tour. — « Que Mitterrand gouverne avec un gouvernement issu du Parti socialiste ou qu'il procède rapidement à une ouverture vers le centre et vers la droite, il ne mènera pas une politique plus favorable aux travailleurs que celle qu'il avait déjà menée. Tous les militants de la classe ouvrière doivent préparer un troisième tour à ces élections dans les usines et dans la rue. »

● **M. PIERRE BOUSSEL**, candidat au premier tour de l'élection présidentielle pour le Mouvement pour un parti des travailleurs (trotskiste). — « Les élections n'ont rien réglé, tous les problèmes demeurent. L'unité des travailleurs se fera dans les entreprises, dans les campagnes. »

● **M. PIERRE JUQUIN**, candidat des « rénovateurs » au premier tour de l'élection présidentielle. — « L'Assemblée nationale doit être dissoute car jamais une Assemblée de droite ne pourra faire la politique de gauche que veulent les Français et les immigrés de ce pays. »

● **M. ALAIN KRIVINE**, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), a estimé qu'« au terme d'une campagne où elle usa de tous les coups tordus, la droite vient de recevoir une giflette retentissante. François Mitterrand élu, on ne saurait lui donner un chèque en blanc. Les appels du pied du président-candidat à certains politiciens de droite, la caution qu'il vient d'apporter à la répression en Nouvelle-Calédonie ne laissent subsister aucune illusion sur ce que sera sa politique. Exigeons dès maintenant la dissolution de l'Assemblée réactionnaire élue en 1986. »

« D'autres combats s'annoncent... »

● **M. CHARLES PASQUA** : « D'autres combats s'annoncent ». — M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : « Je veux d'abord saluer toutes celles et tous ceux qui, au premier comme au deuxième tour, ont su se rassembler derrière les candidats de la majorité, et notamment autour de Jacques Chirac, pour refuser la facilité, l'immobilisme et finalement l'abaissement de notre pays. Ils représentent l'espoir : qu'ils ne doutent pas, qu'ils ne se découragent pas, qu'ils ne se laissent pas démobiliser par ceux qui, sans retenue ou sans vergogne, leur sifflent déjà l'air du compromis et du renoncement. »

» Une campagne est terminée, d'autres combats s'annoncent. Il nous faut les aborder ensemble, fiers de nos idées et de notre engagement. Sûrs de les gagner dans le respect de nos convictions et seulement dans le respect de nos convictions. C'est comme cela que nous saurons trouver le souffle nouveau qui, demain, pourra nous conduire à la victoire. »

● **M. ALAIN JUPPÉ** : « Mitterrand complice de Le Pen ». — M. Alain Juppé, ministre du budget, porte-parole de Jacques Chirac : « Nous ne voulons rien avoir à faire avec le socialisme. Je suis dans une opposition que je veux unie, claire, pragmatique. L'élection de François Mitterrand a été acquise avec la complicité objective de M. Le Pen. Sa campagne a été tournée contre Jacques Chirac. »

● **M. FRANÇOIS LÉOTARD** : « qui m'aime me suive ». — M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, ministre de la culture et de la communication : « Je

suis ce soir plein d'une grande tristesse. Je suis déçu. C'est une défaite pour la majorité. Une défaite obtenue par beaucoup de calculs, de combinaisons de François Mitterrand. Nous n'avons aucunement l'intention de faire acte d'alliance avec le socialisme. (...) »

» J'ai constaté que, malheureusement, quand vous chassez le naturel politique, il revient au galop, et qu'il y a aujourd'hui un certain nombre de gens qui ont combattu le président de la République (j'en suis) et qui, le voyant élu, cessent de le combattre et viennent coude au corps pour dire : « Je suis prêt à servir. Moi je ne suis pas prêt à servir. Et je veux que ce soit bien clair : à partir d'aujourd'hui, je me considère comme étant dans l'opposition. »

» Je n'ai pas l'intention de laisser l'espace qui est compris entre M. Mitterrand et M. Le Pen inoccupé (...). Je vais occuper les prochains mois à reconstruire ce qui a été démolé par François Mitterrand et Jean-Marie Le Pen. Qui m'aime me suive. »

● **M. JACQUES TOUBON** : « une opposition constructive ». — M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR : « Les Français ont choisi l'habileté, la ruse, plutôt que l'efficacité. Les partis de droite feront une opposition constructive à l'Assemblée nationale. Ce qui est bien, ce qui est conforme à nos idées, nous le voterons, ce qui est mal, nous ne le voterons pas. M. Mitterrand n'a qu'un projet dans la vie, faire la peau du mouvement gaulliste ; il n'y parviendra pas. »

● **MICHÈLE BARZACH** : « le vote de l'irrationnel ». —

M^{me} Michèle Barzach, ministre de la santé : « Nous avons une autocritique à faire : pas sur nos valeurs, mais peut-être sur notre mode d'expression. François Mitterrand est élu avec l'alliance objective du Front national. Nous sommes devant un vote de l'irrationnel face aux peurs entretenues par François Mitterrand et Jean-Marie Le Pen. Je suis un peu inquiète pour l'avenir. Je suis résoluement dans l'opposition. »

● **M. MÉHAIGNERIE** : « juger aux actes ». — M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'urbanisme et du logement, président du CDS : « Fidèles à notre majorité parlementaire, nous jugerons le gouvernement à ses actes, sans complaisance mais sans sectarisme. C'est ainsi que nous nous opposerons avec vigueur à toute mesure qui aurait pour résultat une aggravation des charges et des rigidités pour les entreprises, la bureaucratisation de la société, le renforcement des corporatismes. Nous saurons soutenir les efforts, d'où qu'ils viennent, qui iront dans le sens de notre priorité et qui permettront aux Français d'arriver à l'heure du grand rendez-vous européen. »

Le centre va « peser de tout son poids vers la vie politique ». « Si le gouvernement fait demain une politique centriste, M. Mitterrand aura des problèmes avec ses électeurs socialistes », a ajouté M. Méhaignerie, qui a précisé qu'il ne voulait pas être ministre dans le prochain gouvernement.

● **M. DIDIER BARIANI**, secrétaire général du Parti radical (valoisien) — « Être battu sur un bilan, sur ses résultats, sur un programme, soit. Mais être battu par un

candidat amnésique sur le passé, muet sur l'avenir, c'est difficile à accepter. Le président est un acrobate. L'opinion publique, pour une majorité, a été abusée par un numéro d'équilibriste. »

● **M. GÉRARD LONGUET** (PR), ministre des PTT. — « Il faut prendre le temps de réfléchir. L'effet de repoussoir du Front national a rejeté dans les bras de François Mitterrand une partie importante de l'électorat modéré. Ce n'est qu'à partir de la reconstruction d'une droite ouverte, libérale, que l'on pourra faire quelque chose dans ce pays. »

● **M. JEAN-CLAUDE GAUDIN** : « pas de député UDF dans le gouvernement ». — M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale : « Il n'y aura pas de député UDF dans le gouvernement. On ne s'allie pas comme cela le soir du résultat d'une élection. Ce sont les programmes politiques qui permettent éventuellement des évolutions. J'attends de voir comment M. Mitterrand et ses amis socialistes vont faire face aux difficultés. Les difficultés, c'est l'emploi, le chômage, c'est l'ordre en Nouvelle-Calédonie et le dialogue qu'il faut rétablir entre les communautés. J'attends de voir ce qu'ils vont faire. »

● **M. YVON BRIANT**, secrétaire général du Centre national des indépendants et paysans, député du Val-d'Oise. — « La réélection de François Mitterrand dans une France où la majorité des électeurs restent à droite témoigne des erreurs successives des formations politiques de droite, à commencer par la multiplicité de leurs candidatures. »

Les instants les plus romantiques ne sont pas les plus chers

LE VOL PARIS VENISE ALLER RETOUR A PARTIR DE 790 F

166, BD DU MONT-PARNASSE 43 35 40 91 MINITEL 36 16 + NF

NOUVELLES FRONTIÈRES



Le second tour de l'élection présidentielle

La défaite de M. Jacques Chirac

Traversée du désert et examen de conscience

L'échec de M. Chirac, candidat unique de la majorité, va contraindre celle-ci à repenser entièrement sa stratégie et à prendre rapidement des décisions. Toutefois, l'examen de conscience auquel se sont livrés les principaux responsables de la majorité, et, surtout, ceux du RPR, avait commencé dès le lendemain du premier tour.

Jusqu'au dernier moment, les dirigeants de la majorité s'étaient efforcés de convaincre les cadres et les militants les plus actifs du RPR et de l'UDF que rien n'était joué. C'est même en raison de l'affirmation : « La province se mobilise, il faut que Paris en fasse autant », qu'avait été convoqué précipitamment et inutilement le rassemblement populaire du vendredi 6 mai, place de la Concorde. S'agissait-il de réunir de nouveau les foules décisives de mai 68, qui avaient fait revenir de Gaulle de Baden-Baden ? L'enjeu faisant frémir d'espoir les chiraquiens, disciples des gaullistes d'il y a vingt ans, la rumeur s'enflait de l'affirmation péremptoire mais beaucoup moins proclamée avec foi que susurrée comme une prière désespérée : « On va gagner. »

Et pourtant les dirigeants et les cadres les plus lucides demandaient depuis le dimanche fatal du 24 avril, incrédules et atterrés, « comment a-t-on pu en arriver là ? », douze ans après la fondation du mouvement chiraquien.

La surprise avait été totale à la lecture des fatidiques 19,94 % de voix recueillies par M. Chirac.

Car si, quelques jours avant le premier tour, le premier ministre prévoyait que M. Le Pen « obtiendrait bien 14 % » des voix, il ne s'imaginait pas que lui-même ferait moins de 20 %.

Les deux « succès » remportés en extremis par M. Chirac comme chef du gouvernement — la libération des otages de Beyrouth, et la délivrance des gendarmes d'Ouvéa, — assortis du rapatriement du capitaine Dominique Prieur, n'ont pas été suffisants pour permettre au candidat de la majorité de combler son handicap. Ils ont même permis aux socialistes de lancer contre lui quelques attaques nouvelles. A moins, pensait-on encore, que ce double résultat permette à M. Chirac d'être conforté dans son rôle de leader de l'opposition. Car c'est au renforcement de cette position que vont désormais s'employer ses amis, en mettant en valeur plusieurs arguments positifs — quitte à passer sous silence ceux qui le sont moins. Chef du RPR, c'est-à-dire du parti de droite le plus important par sa représentation parlementaire, ayant accepté les risques de la cohabitation après être demeuré le chef de la majorité qui avait battu les socialistes en 1986, M. Chirac a, enfin, été le challenger de M. Mitterrand, et il a conduit, malgré de nombreuses entraves, une campagne dynamique. Voilà pour le portrait du vaincu du 8 mai qui sera publiquement mis en avant par ses partisans.

Deux thèses opposées

Quelles conclusions M. Chirac et ses amis vont-ils tirer de l'échec du 8 mai ?

Dès dimanche soir, le candidat malheureux a appelé au maintien de l'union de ses électeurs « quoi qu'il advienne ». Cette proclamation ne préjuge en rien l'avenir. Dès mardi, le groupe parlementaire RPR se réunira pour en débattre avec lui. Le choix qui sera définitivement fait est, en réalité, imposé par le comportement qui devra être observé à l'égard du Front national. Deux thèses s'opposent à ce sujet : celle d'un accord plus ou moins tacite avec le Front national ; celle d'un combat sans concession contre lui.

La première tactique a ses partisans — pas toujours avoués — au sein du RPR et de l'UDF, qui se recrutent notamment parmi les cadres et les parlementaires qui ne pourront conserver leurs sièges que par des accords de désistement dûment conclus avec les amis de M. Le Pen. Ils constatent qu'une partie de l'électorat qui avait assuré leur victoire en 1986 les a abandonnés pour le Front national le 24 avril et n'est pas retournée totalement au bercail chiraquien pour le scrutin du 8 mai 1988. Ils en concluent que cet électorat n'est pas directement récupérable par les candidats RPR et UDF, et que son vote escompté pour les législatives ne peut passer que par des accords de troc électoral de circonscription à circonscription, après une entente — plus ou moins avouée — au niveau national. Bien qu'aucun leader n'ait exprimé ouvertement cette possibilité — et même pas M. Pasqua, — ce sentiment existe. Ceux-là assurent qu'il s'agit d'un électorat qui n'a été protestataire que parce que l'occasion s'en présentait, qui n'adhère nullement

aux « valeurs » dont se réclame M. Le Pen et qui est donc très volatile, c'est-à-dire récupérable.

Tel n'est pas l'avis des partisans de l'autre thèse, qui — à défaut d'un pointage précis, — semblent, cependant, majoritaires. Parmi eux se recrutent la plupart des ministres RPR et bon nombre d'UDF. Il ne saurait être question, selon eux, du moindre rapprochement avec le parti de M. Le Pen. Fort des 14,4 % de voix qu'il a recueillis au premier tour, le président du Front national sera habile à faire monter les enchères chaque fois qu'un pas sera fait vers lui. Se référant à l'histoire, les défenseurs de cette thèse estiment que les protestations diverses émises par les électeurs en faveur de M. Le Pen, le 24 avril, seront vite captées par celui-ci pour être intégrées dans un corps de « valeurs » tout à fait antagoniste avec le gaullisme ou le libéralisme. Le passé et les exemples étrangers enseignent comment naissent et se développent les mouvements extrêmes, en flat-

sonné. Comme dans les états-majors, l'on s'apprête à faire la critique de la manœuvre. Plusieurs rubriques sont prévues.

● **La cohabitation.** Alors que M. Barre refusait celle-ci, personne au RPR — et beaucoup à l'UDF — n'en contestait le principe et la nécessité après le succès parlementaire de 1986. M. Chirac, qui, un an auparavant, repoussait l'éventualité d'un retour à Matignon d'un catégorique « Merci, j'ai déjà donné », s'est laissé convaincre par M. Balladur avec un argument séduisant. Le futur ministre d'Etat affirmait en effet : « Je ne sais pas si vous serez élu président de la République en devenant premier ministre, mais je suis sûr que vous ne le serez pas si vous ne passez pas par Matignon. » Les partisans de la solution inverse n'ont alors sans doute pas été assez convaincant. D'autres candidats existaient pourtant qui s'étaient engagés, comme M. Jacques Chaban-Delmas, à appliquer la plate-forme UDF-RPR et à ne pas brigner l'Elysée en 1988, pour lais-

ser M. Chirac déployer toutes ses forces dans ce but (le Monde du 26 février 1986). La question est de nouveau posée aujourd'hui, mais elle n'a plus qu'un intérêt rétrospectif.

● **La cohésion de la majorité** n'a pas été suffisamment assurée. Trop absorbé par l'action gouvernementale et par les embûches de la cohabitation, M. Chirac aurait trop souvent laissé des ministres faire des déclarations intempestives, donnant l'image d'une coalition fragile. Les querelles autour du Front national avec les propos de M. Michel Noir — sans parler de ceux de M. Pasqua sur les « valeurs » — n'ont été possibles qu'en raison d'une attitude trop imprécise à l'égard du phénomène Le Pen, considéré comme une simple protestation résiduelle. La polémique avec M. Létord au printemps 1987 a compromis les chances d'un ralliement du secrétaire général du Parti républicain à la candidature de M. Chirac qui aurait renforcé le leadership de ce dernier dans la majorité.

● **Le langage.** — Une des critiques fréquemment adressées au premier ministre concerne son langage. Lui-même en a corrigé certains défauts en adoptant avant le premier tour le style plus direct de la conversation avec de grands témoins pour certains de ses meetings. Mais les parlementaires lui reprochent toujours — et à d'autres ministres aussi — d'utiliser trop souvent d'un jargon technocratique, de formules administratives, de démonstrations « énarques », de longues phrases abstraites qui contrastent avec la langue simple, dépouillée et émotive d'un Le Pen, ou celle, directe, rassurante et lyrique, d'un Mitterrand. Au-delà des jeunes, des modestes, des « exclus » en tout genre, le candidat de la majorité n'aurait pas su tenir les propos concrets qu'ils attendaient. Ce fut par exemple le cas pour l'Europe de 1992, présentée comme l'exigence d'un grand effort, mais ressentie comme une grave menace par des « bénéficiaires » qui craignent surtout d'en être les victimes.

● **Tous enfin incriminent la conduite de la campagne électorale.** D'abord très active sur le terrain, elle s'est brusquement interrompue huit jours avant le premier tour à l'instigation de M. Balladur pour que le candidat privilégie ses émissions télévisées, ce qui a provoqué une déroute en rupture de rythme.

Toutes ces raisons, entre autres, peuvent expliquer l'échec de M. Chirac et justifier ceux qui lui avaient prodigué des avertissements. Ils peuvent aujourd'hui lui dire, avec Sganarelle : « Voilà justement ce qui fait que votre fille est muette. »

ANDRÉ PASSERON.

L'image d'une coalition fragile

De même, les partis politiques de la majorité n'ont pas joué leur rôle de relais ou de sonnette d'alarme. Les parlementaires se plaignent — lorsqu'ils l'ont fait — de ne pas avoir été entendus et ceux du RPR accusent même M. Chirac de ne pas avoir assez dialogué avec eux.

● **La cohésion de la majorité** n'a pas été suffisamment assurée. Trop absorbé par l'action gouvernementale et par les embûches de la cohabitation, M. Chirac aurait trop souvent laissé des ministres faire des déclarations intempestives, donnant l'image d'une coalition fragile. Les querelles autour du Front national avec les propos de M. Michel Noir — sans parler de ceux de M. Pasqua sur les « valeurs » — n'ont été possibles qu'en raison d'une attitude trop imprécise à l'égard du phénomène Le Pen, considéré comme une simple protestation résiduelle. La polémique avec M. Létord au printemps 1987 a compromis les chances d'un ralliement du secrétaire général du Parti républicain à la candidature de M. Chirac qui aurait renforcé le leadership de ce dernier dans la majorité.

● **Le langage.** — Une des critiques fréquemment adressées au premier ministre concerne son langage. Lui-même en a corrigé certains défauts en adoptant avant le premier tour le style plus direct de la conversation avec de grands témoins pour certains de ses meetings. Mais les parlementaires lui reprochent toujours — et à d'autres ministres aussi — d'utiliser trop souvent d'un jargon technocratique, de formules administratives, de démonstrations « énarques », de longues phrases abstraites qui contrastent avec la langue simple, dépouillée et émotive d'un Le Pen, ou celle, directe, rassurante et lyrique, d'un Mitterrand. Au-delà des jeunes, des modestes, des « exclus » en tout genre, le candidat de la majorité n'aurait pas su tenir les propos concrets qu'ils attendaient. Ce fut par exemple le cas pour l'Europe de 1992, présentée comme l'exigence d'un grand effort, mais ressentie comme une grave menace par des « bénéficiaires » qui craignent surtout d'en être les victimes.

● **Tous enfin incriminent la conduite de la campagne électorale.** D'abord très active sur le terrain, elle s'est brusquement interrompue huit jours avant le premier tour à l'instigation de M. Balladur pour que le candidat privilégie ses émissions télévisées, ce qui a provoqué une déroute en rupture de rythme.

Toutes ces raisons, entre autres, peuvent expliquer l'échec de M. Chirac et justifier ceux qui lui avaient prodigué des avertissements. Ils peuvent aujourd'hui lui dire, avec Sganarelle : « Voilà justement ce qui fait que votre fille est muette. »

ANDRÉ PASSERON.

« Il faut un gouvernement de salut national » nous déclare M. Lucien Neuwirth

M. Lucien Neuwirth, sénateur (RPR), président du conseil général de la Loire, qui présidait le comité de soutien à la candidature de M. Chirac dans son département, gaulliste historique, analyse pour nous les conséquences du scrutin présidentiel.

— Quelles leçons tirez-vous du scrutin ?

— « La page électorale est tournée, le débat est désormais ailleurs. Le monde change rapidement, l'Europe s'édifie mais aussi les inégalités s'accroissent, les conflits locaux s'exacerbent, les concurrence se durcissent, alors ?

L'échec de M. Pasqua :

« Ça n'a pas suffi »

Le magicien n'était qu'apprenti sorcier. Deux instantanés pour un échec : un village de Bretagne, un poste de télévision. Deux lieux, deux moments, en guise de morale pour une fable politique, d'épilogue amer pour une folle semaine, de rappel aux réalités après les espoirs suscités chez les siens par M. Charles Pasqua, le joueur de la place Beauvau et l'homme fort du RPR.

C'est à Corps-Nuds, Ile-et-Vilaine, canton de Janzé, 1 342 inscrits, qu'habitent les parents de Jean-Paul Kauffmann, otage français au Liban, libéré grâce aux efforts de M. Jean-Charles Marchiani, l'« émissaire personnel » du ministre de l'intérieur. Or, dimanche, M. François Mitterrand y a obtenu 60,9 % des suffrages exprimés, contre 39,1 % à M. Jacques Chirac. Pourtant, en 1981, au second tour, M. Giscard d'Estaing y avait nettement devancé M. Mitterrand, avec 55,14 %.

A Paris, dans les couloirs et salons du ministère, M. Marchiani peste contre l'ingratitude d'un électorat qui ne connaît pas la reconnaissance. Sur Antenne 2, Philippe Rochot, autre ancien otage au Liban, libéré en juin 1986, aujourd'hui correspondant à Bonn, intervient quelques minutes. L'ami de « Charles », l'ancienne « barbouze » reconvenue dans les sauvetages humanitaires, lâche alors ce commentaire : « Celui-là non plus, il n'a jamais dit merci... »

« Ça n'a pas suffi. » Entendue plusieurs fois, dimanche soir, dans l'entourage du ministre de l'intérieur, la phrase sonne comme un aveu. Devant l'ampleur de l'écart entre les deux candidats, l'évidence de la semaine passée n'est plus niée : « coups » providentiels il y eut bien, et non pas seulement obligation gouvernementale ou urgence morale. Et « ça n'a pas suffi ».

Non, déclarer que « le Front national se réclame des mêmes valeurs que la majorité », ramener du Liban trois otages attendus depuis trois ans, en libérer vingt-trois autres en Nouvelle-Calédonie, avec pour solde de tout compte vingt et un cadavres, dont dix-neuf de « rebelles », si peu humains à en croire le premier ministre, rapatrier un capitaine enceinte, agent secret de surcroît, célébrer l'honneur de l'armée et la dignité de la France dans un superbe isolement international ; non, tous ces efforts concentrés par miracle en une petite semaine n'ont pas suffi.

Les « coups » n'ont pas payé. Au mieux, dans un jeu à somme nulle, ils n'ont pas modifié la tendance. Au pis, le sang versé occultant les vies sauvées, ils ont aggravé l'écart. La déception est à la mesure de l'illusion : sans aller jusqu'à prédire une franche victoire, M. Pasqua et les siens avaient cru, ou fait croire, à une remontée de M. Chirac. Logiquement, ce bilan devrait forcer à l'autocritique. Il n'en est rien, du moins dans l'immédiat.

Chasser sur les terres du FN

La déclaration officielle du ministre de l'intérieur et l'inhabitué « commentaire personnel » qui l'accompagnait, cet appel guerrier à « refuser la facilité, l'immobilisme et, finalement, l'abdication de notre pays », confirmaient ce que ses proches exprimaient avec encore moins de précautions. « Chirac a trop voulu ménager les centristes et les modérés, on a brouillé

l'image », confiait M. Bernard Tomasini, chef-adjoint de cabinet de M. Pasqua et conseiller général de l'Eure. « On a perdu à droite ; on aurait dû être plus dur, aller plus loin », renchérisait M. Claude Guérin, conseiller technique et haut fonctionnaire de police. A les entendre, quelques « coups » de plus, quelques paroles musclées supplémentaires, quelques « dossiers » opportunément ressortis, et la victoire aurait été à portée !...

M. Pasqua n'en aurait donc pas trop fait. Simplement pas assez. Ainsi résumée, la méthode Coué semble désormais tenir lieu d'orientation politique au RPR. Car la ligne Pasqua, qui paraît momentanément l'emporter, n'est guère mystérieuse : chasser sur les terres du Front national pour sauver un gaullisme en perdition, en retrouvant ses refraînes nationalistes et populistes. Sous l'apparence de la mobilisation générale, cette fuite en avant est un aveu d'impuissance. Car cette stratégie a, d'ores et déjà, échoué depuis mars 1986.

Une conception privative du pouvoir

Le ministre de l'intérieur aurait-il pu, décemment, en faire plus que ce charter des cent un Maliens, agrémenté d'une évocation de « wagons » entiers à venir, s'il le fallait ? Pouvait-il aller au-delà de ce « terroriser les terroristes », martial sans doute, mais dérangeant, dans sa symétrie, pour ceux qui croient que les démocraties ne sauraient user des mêmes armes que les terroristes ? Pouvait-il en rajouter sur cette conception privative du pouvoir selon laquelle « la démocratie s'arrête où commence l'intérêt de l'Etat », illustrée par la manipulation, policière ou judiciaire, des « affaires », du Carrefour du développement à Wahid Gerdji ?

Comment ne pas comprendre que, pour une partie de l'électorat de l'actuelle majorité parlementaire, c'était déjà amplement assez ? Ce que M. Pasqua espérait, sans garantie, faire gagner à son candidat sur sa droite, il le perdit, d'avance, au centre. Ouvéa ou Beyrouth sont, de plus, bien éloignés des préoccupations quotidiennes d'un électorat populaire à la dérive qui, dans la haine de l'Autre, cherche à guérir des blessures sociales, culturelles, urbaines.

M. Pasqua ne semble pas vouloir apprendre de l'échec. Son attitude à quelque chose de pathétique : il est toujours habité par le mythe des origines gaullistes, restant, dans son discours politique comme dans sa conception de l'Etat, le militant qu'il était aux heures plus glorieuses des années 60. Il a pour lui le dévouement, la conviction, les solidarités d'« équipes » ou de « clans » ; mais il reste handicapé par son refus farouche d'admettre le temps qui passe, bref de se plier à une nouvelle donne.

« Mieux vaut faire confiance à Dieu qu'à ses saints », dit le dicton. Il est trop tard pour réduire le Front national en l'imitant. Les électeurs préféreront toujours M. Le Pen à ses ersatz, le discours d'origine au « vrai-faux » usiné par M. Pasqua. Involontairement recruté, par inconscience ou aveuglement, celui-ci aura alors contribué, entre autres gâchis, à précipiter la chute du gaullisme, ou de ce qu'il en reste.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL.



tant les mécontentements populaires. Ils ajoutent, aussi, que M. Chirac courrait au déshonneur, s'il se reniait ainsi, et perdrait définitivement tout crédit. L'une et l'autre de ces deux tactiques — estime-t-on dans les cercles de la majorité — comportent de grands risques.

Reprendre en main le RPR

La première entraînerait aussitôt l'écclatement de l'UDF et aussi du RPR. M. Chirac — à supposer qu'il choisisse cette solution — serait abandonné même par la plupart de ses ministres d'aujourd'hui.

La seconde implique l'acceptation d'une éventuelle « traversée du désert », dont la durée ne peut évidemment être connue à l'avance. Celle-ci — si cette thèse l'emporte — commencera dès cette semaine. Ses partisans vont d'ores et déjà conseiller à M. Chirac de reprendre tout d'abord en main le RPR, qui en a bien besoin, et surtout de définir une ligne politique claire et de s'y tenir aussi longtemps qu'il le faudra. Cette dernière consisterait essentiellement à combattre sur deux fronts : poursuivre la contestation du socialisme et prendre en parole et dans les faits une position tout aussi nette contre le Front national, sans aucune « finasserie ».

Les défenseurs de cette tactique appellent que, malgré tout, les gaullistes et les libéraux à travers MM. Chirac et Barre représentaient au moins 36 % de votants il y a deux semaines. Ce « noyau dur » qui a résisté aux sirènes peut constituer un bon capital de départ à faire fructifier. Cette solution doit en conséquence s'accompagner d'un renforcement des liens entre l'UDF et le RPR, sous une forme à déterminer, celle d'une confédération envisagée par M. Balladur n'étant pas la seule.

Les auteurs de ce projet ne se dissimulent pas les difficultés qu'ils rencontreront, dont certaines sont apparues dès dimanche.

Les uns tiennent aux hommes. Les leaders qui ont fait surface depuis deux ans et pendant la campagne électorale accepteront-ils d'effectuer une nouvelle plongée de durée indéterminée pour la seule gloire future du vaincu du 8 mai ? On l'a vu avec l'attitude de M. Barre, M. Giscard d'Estaing et Mme Veil dimanche soir.

L'heure des comptes

Les autres tiennent aux leçons à tirer non seulement de la campagne électorale elle-même mais aussi des deux années qui viennent de s'écouler.

Le dépit, les rancœurs et les reproches qui, depuis le 24 avril, se formulaient en confidence s'exprimeront-ils désormais à haute voix ? L'heure des bilans, des comptes et des leçons a en effet

Le second tour de l'élection présidentielle



Le PS devra dominer la victoire de son champion

Le premier défi qu'offre au PS l'après-8 mai est de savoir... surmonter la très nette victoire de M. Mitterrand. Autrement dit, le PS devra tenir ses nerfs et contenir sa satisfaction, se montrer capable d'être fidèle aux promesses d'ouverture du président, éviter arrogance et triomphalisme. Il y est préparé, mais il lui faudra quand même faire un bel effort. Dès dimanche soir, MM. Lionel Jospin, Michel Rocard et Laurent Fabius, dans leurs toutes premières interventions, donnaient le ton, en se montrant à la fois heureux, modestes et ouverts.

Le PS devra aussi, dans l'immédiat, se plier aux volontés de M. Mitterrand. On sait que les partisans d'une dissolution, surtout avec le score réalisé par le président, seront largement majoritaires dans le parti. Il leur faudra avaler leur envie de revanche si le président en décide autrement. Dans cette hypothèse, la tâche du nouveau premier secrétaire, quel qu'il soit, sera rude, car M. Mitterrand aurait alors choisis, la voie d'une recomposition à marches forcées du paysage politique. Or, si le PS s'attend à ce que

cette recomposition s'engage tôt ou tard, il n'est pas prêt à plonger, dès le 9 mai, dans des combinaisons centristes (le Monde du 7 mai).

Si M. Mitterrand décide de dissoudre, les sourires socialistes seront plus larges. Si l'on met de côté quelques difficultés de personnes prévisibles pour les investitures (il faudra probablement se serrer pour accueillir un nombre indéterminé de non-socialistes comme candidats), le PS devra, là encore, surmonter une — prévisible — large victoire législative. Il est vrai que, « vaccinés » par les années 1981-1986 dont tout le monde se souvient encore, les députés socialistes, sans doute fermement encadrés et conscients de l'évolution que le premier septennat de M. Mitterrand a imprimée à la France, auront probablement à cœur d'éviter, autant que faire se peut, de donner prise aux accusations de sectarisme et de tentations revenchardes.

Instruit, là encore, par l'expérience, le PS sait qu'il va se retrouver dans la position à la fois envante et ingrate de « parti du

président ». Il lui faudra accepter les orientations d'un gouvernement qui ne sera pas exclusivement socialiste et agira pour « la France unie », tout en essayant de peser sur ces orientations, de faire « remonter » dans les palais ministériels ce que dira la « base » socialiste sur les marchés de la province profonde.

La réélection de M. Mitterrand, en effet, épargne au PS les remises en cause radicales et des psychodrames qu'aurait entraînés la défaite. Elle retardera probablement les recompositions internes qui auront lieu un jour ou l'autre. Pourtant, elle ne dispense pas le PS de se poser quelques questions anciennes, mais dont les résultats de M. Le Pen, le 24 avril, ont montré l'urgence : le PS est apparemment plus convaincant lorsqu'il explique qu'il a changé que lorsqu'il affirme prendre en compte les intérêts des couches les plus défavorisées et tenir un langage que celles-ci puissent entendre. Il faudra bien, cette fois, que les socialistes sachent trouver ou retrouver le chemin des fameuses cages d'escalier des HLM et ne pas se satisfaire d'être le parti des cou-

ches moyennes, faute de quoi l'ensemble de la gauche se préparera probablement diverses déconvenues au profit de l'extrême droite.

Le PS ne pourra probablement pas non plus rester sans réponse devant le besoin diffus d'une riposte à M. Le Pen qui ne se limite pas à prendre en compte la « demande sociale » qu'exprime en partie le vote pour le FN, même si cette prise en compte est elle-même déjà difficile. Les électeurs de M. Le Pen ne sont-ils, d'abord, que des victimes, ou posent-ils aussi les jalons d'un léninisme qui serait un nouveau fascisme à la française ?

En tout état de cause, le déclin continu du PCF, la pression du FN sur les élections cantonales, puis municipales, feront aussi question pour le PS. Le parti aura peut-être à se demander s'il est prêt ou non à se fondre dans un « front » républicain, ou démocratique, qui aurait pour mission de contenir sur les terrains électoraux la poussée de M. Le Pen.

J.-L. A.

Dissolution : avant le 30 mai ?

Surtout ne dissolvez pas tout de suite l'Assemblée nationale, ont demandé d'une même voix, dimanche soir, les responsables de la droite au président réélu. Une telle espérance ne peut être que largement partagée par les députés du RPR et ceux de l'UDF, qui, au vu des résultats, se savent, pour la plupart d'entre eux, menacés dans leur circonscription. Mais cette demande relève de l'abnégation pour les ministres. Pour entrer au gouvernement, ils ont dû abandonner leur mandat parlementaire, et ils ne pourront le retrouver qu'à l'occasion d'élections législatives générales. En effet, jusqu'à celles-ci, la loi proportionnelle, votée sous la législature socialiste, continue à s'appliquer, et rend pratiquement impossible des élections partielles à la suite de la démission d'un « suppléant » d'un ancien ministre.

Si, malgré cet appel, le président de la République est décidé

à dissoudre rapidement l'Assemblée nationale, il devra faire vite. Au cours de sa campagne, il a reconnu que des élections législatives pouvaient difficilement avoir lieu pendant les vacances, c'est-à-dire après le 1^{er} juillet. Restent donc disponibles les deux derniers dimanches de juin : les 19 et 26 juin. Mais l'article 12 de la Constitution précise que en cas de dissolution, le premier tour a lieu « vingt jours au moins » après la décision du chef de l'Etat. Celui-ci devra donc se décider avant le 30 mai.

M. Mitterrand ayant aussi annoncé qu'il laisserait le nouveau premier ministre mesurer s'il peut, ou non, gouverner sans être par trop gêné par l'Assemblée nationale dans sa composition actuelle, la démonstration de la bonne volonté d'une partie de la droite, ou, au contraire, du refus de la gauche de faire les concessions nécessaires, devra être faite rapidement.

La succession de M. Jospin à la tête du Parti socialiste

Lutte entre M. Fabius et M. Mauroy

Après le président, le premier secrétaire. S'ils ont dû compter avec les autres Français pour reconduire dans ses fonctions M. Mitterrand, les socialistes se retrouveront, naturellement, entre eux pour changer de premier secrétaire. Le 18 février dernier, lors de l'émission « Question à domicile » de TF 1, l'actuel titulaire du poste, M. Lionel Jospin, avait créé la surprise en annonçant que, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, il ne solliciterait pas le renouvellement de son mandat à la tête du PS. Il semble aujourd'hui que sa succession devrait être réglée très vite.

Le 6 mai, en effet, lors de son dernier meeting électoral en Haute-Garonne, M. François Mitterrand a observé que M. Jospin « cessera, par sa propre volonté (...), d'être dans peu de jours le premier secrétaire du PS, après sept années d'un dur et bon labeur dont je le remercie ». Divers indices laissent penser que la précision de date n'était pas fortuite. Selon toute probabilité, M. Jospin entrerait donc au gouvernement, et son successeur serait élu rapidement non par un congrès, mais par une simple réunion du comité directeur, c'est-à-dire sans recours direct aux militants.

Cela étant, personne, au PS, ne se voile la face : l'acteur principal de la désignation du prochain premier secrétaire du parti sera M. Mitterrand, dont chacun, désormais, attend un signe en faveur de l'un des candidats déclarés, ou bien en faveur d'une tierce personnalité.

M. Fabius volontaire

Les deux principaux candidats, on le sait, sont ses anciens premiers ministres, MM. Laurent Fabius et Pierre Mauroy, qui ont deux images très différentes, dans le PS comme dans l'opinion. Comme aucun des deux ne paraissait, avant le 8 mai, disposé à s'effacer, le PS pourrait entamer le nouveau septennat de gauche par une sévère lutte interne pour le pouvoir : difficile à imaginer, sauf à vouloir gâcher le nouveau succès de M. Mitterrand.

C'est pourquoi la solution une autre solution — on cite les noms de M. Louis Mermaz, à qui une telle perspective ne déplairait pas, et de M^{me} Edith Cresson — a été souvent envisagée. C'est pourquoi, aussi, l'intervention de M. Mitterrand sera décisive, éventuellement pour conduire l'un des deux duellistes potentiels à renoncer.

Avant l'intervention présidentielle attendue, la situation se présentait de la manière suivante :

M. Fabius et ses amis ont engagé, dès l'annonce du retrait de M. Jospin, une campagne très « volontariste » qui revenait simplement à continuer, en l'accélérant, le travail en profondeur que M. Fabius a entrepris dans le parti, non sans succès, depuis 1986. En revanche, M. Fabius a tenté, en vain, de décourager M. Mauroy en essayant de créer une succession de fait, par la tactique du « rouleau compresseur » (le Monde du 23 mars). Le choix de cette tactique l'a amené à se prévaloir très tôt du soutien de M. Mitterrand, ce qui, en dehors de ses amis, a surtout suscité scepticisme ou irritation.

Dimanche, après la réélection du président, l'un des proches de M. Fabius affirmait : « Je crois que c'est très très bien parti », et l'ancien premier ministre jugeait lui-même, il y a quelques jours, que les militants, consultés, trancheraient en sa faveur. Mais, précisément, la désignation du premier secrétaire par le comité directeur n'avantage pas le député de Seine-Maritime, car il se heurte, dans cette instance, le « par-

lement » du PS, telle qu'elle est aujourd'hui composée, à un front commun probablement majoritaire (abstraction faite de l'intervention de M. Mitterrand).

Ce front commun comprend, évidemment, les amis de M. Mauroy, ceux de M. Rocard, probablement ceux de M. Jospin. Les amis de M. Chevènement et ceux de M. Poperen seront les derniers à se déterminer. La présence des rocardiens dans cette coalition est essentielle, compte tenu du poids de cette sensibilité (près de 30 % officiellement) dans le parti, compte tenu de la personnalité même de M. Rocard et de sa popularité retrouvée dans le PS depuis qu'il s'est effacé devant M. Mitterrand et s'est résolument rangé sous sa bannière.

M. Rocard récuse absolument M. Fabius comme premier secrétaire du PS. Cette opposition résolue repose, notamment, sur les choix stratégiques faits par M. Rocard : en se retirant de la course pour 1988, afin de préserver, comme il l'a dit, l'unité de la gauche socialiste, le député des Yvelines a fait un choix à plus long terme. Celui de vivre le mandat présidentiel qui commence en parfaite symbiose avec un PS dont il espère être l'élément central, afin de devenir le successeur naturel de M. Mitterrand pour la prochaine élection présidentielle. Le maire de Conflans-Sainte-Honorine sait que M. Fabius poursuit exactement la même ambition et qu'il a toutes les chances de trouver en lui un adversaire très actif. Il importe donc avant tout, pour M. Rocard, d'empêcher M. Fabius de « prendre » le parti. C'est pourquoi l'ancien ministre de l'Agriculture tient à ce que le prochain premier secrétaire soit celui qui aura obtenu son agrément, et ce n'est pas M. Fabius.

M. Mauroy déterminé

Après avoir hésité, notamment parce qu'il n'était pas tout à fait rassuré sur les idées de M. Mitterrand pour l'après-8 mai, M. Mauroy est maintenant déterminé. Compte tenu de son « ancienneté » militante, de son ancrage dans le parti, il encourt moins que M. Fabius le reproche de vouloir utiliser le poste de premier secrétaire comme un marchepied pour l'élection présidentielle.

Mais, s'il dispose, sur le papier, d'une majorité au comité directeur, il a à l'égard du PS, tout comme M. Fabius, quelques handicaps. En dépit de sa stature dans le PS, le maire de Lille n'est pas dans une phase ascendante. Vendredi, à Portet-sur-Garonne, lors du dernier meeting de M. Mitterrand, il était, à l'applaudimètre, nettement surclassé par M. Fabius. Autre handicap : il n'est pas membre du courant A (mitterrandiste). Si M. Rocard, qui n'appartient pas non plus au courant A, est appelé à l'Hôtel Matignon, on imagine mal — encore qu'il puisse le décider — que M. Mitterrand prive ses partisans « historiques » des deux leviers de commande essentiels que constituent Matignon et le parti (il est vrai que, compte tenu de la rivalité intrinsèque qui les oppose, on n'imagine pas non plus très bien un tandem Rocard-Fabius).

Même si M. Rocard n'est pas à Matignon, l'origine non mitterrandiste de M. Mauroy pose problème. M. Jospin — qu'on voit mal favoriser M. Fabius — observait lui-même, ces dernières semaines, que M. Mauroy n'avait peut-être pas joué suffisamment le jeu de la fusion (décidée au moment du dernier congrès du PS, en avril 1987) entre son courant et le courant mitterrandiste.

Restent les outsiders, qui permettraient d'éviter de choisir entre M. Mauroy et M. Fabius. M. Mermaz est très proche du président, connaît bien le parti, mais n'est pas très médiatique. M^{me} Cresson a l'avantage d'être une femme, d'incarner un certain dynamisme. Mais elle a, pendant la campagne, commis quelques maladroites. De toute façon, la liste des outsiders, par définition, n'est pas close.

D'autres questions se mêlent au problème du choix des personnes, et

notamment celle-ci : qu'attend aujourd'hui M. Mitterrand d'un PS auquel il a promis, vendredi, lors de son dernier meeting, qu'il l'aiderait à assurer sa propre relève ? Veut-il un pôle de gauche pour équilibrer une politique très ouverte sur le centre ? Préfère-t-il que les socialistes continuent leur mue social-démocrate ? Le prochain premier secrétaire devra, aussi, assumer la politique du président.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

TOUS LES JEUX DU MONDE

Yams - La banque - Le billard américain
La tour de Hanoi - La bataille navale

JEUX

36.15 LEMONDE

WINSTON
ULTRA LÉGÈRES

Winston
ULTRA LIGHTS

SMOOTH TASTE
ULTRA LOW TAR

NICOTINE : 0,15 mg Goudron : 1,5 mg



Le second tour de l'élection présidentielle

L'arithmétique parlementaire rend ardue la tâche du nouveau gouvernement

Pour gouverner facilement, il faut disposer du soutien d'une majorité à l'Assemblée nationale, soit 289 députés sur 577. Or le groupe socialiste de l'actuelle Assemblée ne compte que 215 membres. Ces chiffres suffisent à montrer les difficultés parlementaires d'un premier ministre choisi par M. François Mitterrand, réélu président de la République, parmi ceux qui partagent ses principales options si l'Assemblée n'est pas dissoute. Seulement, la Constitution de 1958 offre de nombreuses facilités à un gouvernement minoritaire pour se maintenir face à une Chambre hostile.

Partons d'une hypothèse simple : réélu, M. Mitterrand constitue un gouvernement ouvert aux seules personnalités qui lui ont apporté un soutien sans réserve pour le deuxième tour. Le premier ministre — a priori socialiste — peut d'entrée de jeu engager la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale en vertu de l'article 49 alinéa 1 de la Constitution. Il lui faudrait alors obtenir la moitié plus une des voix des députés ayant fait connaître leur opinion par un vote public à la tribune. C'est dire que toute abstention d'élus de droite lui faciliterait une tâche qui demeurerait redoutable.

En admettant que les 35 députés communistes lui apportent un soutien sans participation, le premier ministre ne pourrait compter que sur 250 voix. Pour qu'il obtienne la confiance de l'Assemblée, il faudrait donc qu'il n'y ait que 249 députés de droite et d'extrême droite à émettre un vote hostile. Comme a priori les 32 adhérents du Front national seront du nombre, cela implique que 78 membres du RPR et de l'UDF (sur les 295 inscrits à ces groupes, ou divers droites non inscrits) s'abstiennent. C'est beaucoup.

L'épreuve n'est — heureusement — pas obligatoire. La Constitution n'oblige pas un nouveau gouvernement à obtenir la confiance de l'Assemblée. D'ailleurs Georges Pompidou, en 1967, au lendemain de législatives difficiles pour la majorité d'alors, s'était bien gardé de s'y soumettre, il ne l'avait pas fait non plus, en 1965, au lendemain de la réélection à la présidence de la République du général de Gaulle.

Le nouveau premier ministre pourrait donc attendre que la majorité prenne l'initiative de le renverser, si elle en a le désir, en utilisant l'article 49 alinéa 2 de la Constitution, c'est-à-dire en déposant une motion de censure. Cette fois, ne sont comptabilisées que les voix approuvant cette censure ; il en faut pour faire tomber le gouvernement 289, c'est-à-dire la majorité absolue des 577 députés. M. Jean-Marie Le Pen ayant déjà annoncé que ses amis voteraient une telle censure, il suffirait au RPR et à l'UDF de convaincre 257 des leurs de faire de même ; sinon, il faudrait que 38 des membres de l'actuelle majorité parlementaire acceptent de laisser sa chance

au nouveau gouvernement. C'est déjà plus imaginable.

En attendant, le gouvernement devra gouverner, ce qui implique de faire voter quelques lois. Sur chaque amendement, sur chaque projet, il lui faudra recueillir une majorité relative, c'est-à-dire obtenir au moins l'abstention bienveillante de 78 élus de droite, au plus le soutien positif de 49 d'entre eux, ou un mélange des deux, si à chaque fois il a le soutien de ceux du PC. Mais, si le premier ministre fait de larges concessions aux centristes, les communistes pourraient le lâcher ; il faudrait alors qu'il les remplace par 35 autres députés de droite. C'est de l'abstention alors de 113 membres du RPR et de l'UDF qu'il devrait disposer ou du soutien positif de 74 d'entre eux, ou encore une fois un mélange des deux. Ce n'est guère envisageable. Les CDS ne sont que 42, et il n'est pas évident que tous suivraient leurs chefs dans une ouverture à gauche.

Réforme du mode de scrutin ?

Le premier ministre peut certes engager la responsabilité de son gouvernement sur le vote de l'un de ses projets en vertu de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. L'opposition pourrait alors déposer une motion de censure, pour empêcher son adoption tacite ; l'on serait ramené au problème précédent.

Un seul projet dispose d'une majorité facile dans l'Assemblée actuelle : une réforme du mode de scrutin introduisant une dose de proportionnelle : le Front national a déjà dit qu'il le voterait ; le PC devrait le faire aussi car il y va de sa survie parlementaire. Cela fait déjà 282 voix avec celles du PS. Il n'en manque que 7 pour obtenir une majorité. Elles sont faciles à trouver.

M. Jacques Chirac ne disposait au départ que de 2 voix de majorité. Par le biais de défections au Front national et d'une élection partielle à Saint-Pierre-et-Miquelon, elle est maintenant de 6. Mais cela ne veut pas dire qu'il suffit de faire basculer 6 voix pour que la majorité passe à gauche. Depuis le 2 avril 1986, les amis de M. Le Pen étaient comptabilisés dans l'opposition parlementaire. Le 9 mai 1988, ils y seront encore. Le nombre d'élus de droite à faire basculer en est augmenté d'autant.

Un gouvernement nommé par M. Mitterrand ne peut donc compter que sur la bonne volonté de la droite parlementaire pour survivre au cours de la session de printemps et attendre le vote du budget, à l'automne, qui sera de toute façon l'épreuve de vérité. Comme l'expliquait un proche du président de la République, M. Michel Vauzelle, dans nos colonnes, (le Monde du 14 avril 1988), la véritable ouverture ne peut se faire qu'après une dissolution.

THIERRY BRÉHIER.

Ce sont les pays d'Europe occidentale qui ont réagi le plus rapidement à la réélection de M. Mitterrand à la présidence. Plusieurs dirigeants ouest-allemands, dont le chancelier Kohl et le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, ont félicité le vainqueur avec la promptitude qui convient à l'étroitesse des relations franco-allemandes, tandis que parvenaient à Paris des télégrammes de plusieurs chefs d'Etat, chefs de gouvernement ou dirigeants socialistes européens, notamment de MM. Brandt, Soares, Papandréou.

A Vienne, le chancelier Vranitski, allant au-delà des simples félicitations, a estimé que « les signaux adressés par M. Chirac au camp de droite n'ont apparemment pas eu de succès ». Cette victoire, a ajouté le chancelier, « laisse également espérer pour les autres pays d'Europe que le populisme de droite et l'extrémisme de droite seront clairement rejetés ».

Les premiers commentaires de la presse européenne insistent très souvent sur l'échec par lequel se solde la campagne de M. Chirac et se félicitent que les événements de la « semaine folle » n'aient apparemment pas influé sur le comportement

Les réactions à l'étranger

des électeurs français. C'est le cas en Grande-Bretagne où le *Financial Times* notamment n'est pas tendre pour « les tentatives grotesques de M. Chirac de s'en sortir in extremis ».

Le quotidien espagnol *El País*, qui évoque « des accords obscurs » avec l'Iran, « la boucherie de Nouvelle-Calédonie » et « le viol de

la parole de la France dans l'affaire Dominici Prieur » estime que « le candidat de la droite n'a pas hésité à mettre entre parenthèses des intérêts et des valeurs constantes de la France pour gagner des voix », commentaire qui reprend à peu près *Diario 16*, en ajoutant : « Le peuple français n'est pas versatile, il est mûr et ne s'est pas laissé impressionner par l'étalage électoral ».

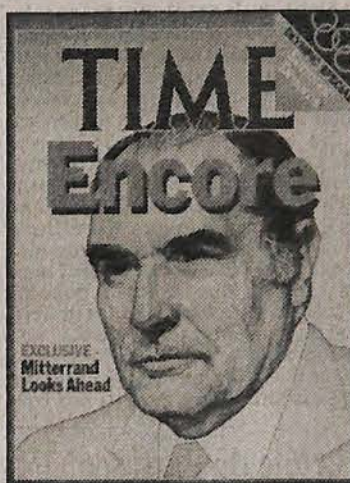
Même son de cloche dans plusieurs journaux suisses, ainsi que dans le *Soir* de Bruxelles qui écrit : « C'est une France raisonnable qui s'est affirmée au second tour. Une France qui ne s'est laissée submerger ni par l'émotion que la libération des otages du Liban pouvait légitimement provoquer, ni par un nationalisme étroit que les événements de Nouvelle-Calédonie pouvaient attiser. Elle n'a pas davantage laissé l'Iran et ses douteux alliés terroristes peser sur son choix ».

Aux Etats-Unis, le *New York Times* estime que la défaite de M. Chirac est plus qu'un échec personnel embarrassant : elle représente « un recul historique pour le mouvement gaulliste que M. Mitterrand a toujours combattu ». Le *Washington Post* souligne que s'ouvre en France une période d'« incertitude »

politique. Le *Post* note toutefois que, contrairement à ce qui s'est passé en 1981, Washington n'est pas inquiet de la réélection de M. Mitterrand qui commence son second mandat « en allié des Etats-Unis jouissant d'une haute confiance, et en partenaire dans la plupart des domaines stratégiques ». La presse soviétique n'a pas commenté lundi le résultat des élections.

Parmi les messages de félicitations, celui du président Mubarak exprime le souhait que la France continue à jouer « son rôle de pionnier dans l'instauration de la paix et de la stabilité dans le monde et à soutenir les peuples du tiers-monde ».

Enfin, de Bagdad, où il vit depuis qu'il a dû quitter la France, M. Massoud Radjavi, chef des moudjahidines du peuple (opposition armée iranienne basée dans la capitale irakienne), a adressé un télégramme à M. Mitterrand, dans lequel il déclare : « Durant votre précédent septennat, vous avez démontré que des questions touchant aux droits de l'homme, aux droits sacrés d'asile ou à la fermeté face au terrorisme ne sont pas pour vous matières à négliger et ne peuvent être négociées ».



L'édition européenne du *Time* publiée le 9 mai.

En RFA

Chrétiens-démocrates, libéraux et sociaux-démocrates applaudissent...

BONN
de notre correspondant

Le chancelier Helmut Kohl a adressé, lundi 9 mai, un télégramme de félicitations à M. François Mitterrand : « Cher président, cher François, je vous félicite de tout cœur pour votre réélection au poste de président de la République », écrit le chancelier.

« Le vote convaincant des électeurs français a confirmé de manière impressionnante votre action efficace en faveur du bien du peuple français, de l'Europe et de la paix dans le monde ». En RFA, Chrétiens-démocrates, sociaux-démocrates et libéraux sont, chacun à leur manière, mitterrandistes.

Le chancelier Helmut Kohl, le président d'honneur du SPD, M. Willy Brandt, et le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher ont chacun tenu à donner leur sentiment dès le résultat connu. Willy Brandt a salué la victoire d'« un ami » et semblait rayonnant dimanche soir : le patriarche de la social-démocratie allemande venait, en effet, d'assister, au Schleswig-Holstein, au succès de l'un de ses « petits-fils », Björn Engholm, vainqueur par K.O. des chrétiens-démocrates dans un Land où son parti était dans l'opposition depuis quarante ans. M. Hans Dietrich Genscher, qui avait en privé croisé les doigts pour François Mitterrand, se laissait aller à la grandiloquence pour saluer la victoire « d'un grand européen, d'un

grand ami de l'Allemagne, d'un artisan infatigable de l'amitié franco-allemande ».

Le chancelier Kohl se voulait, en cette soirée de déroute pour son parti au Schleswig-Holstein, philosophe de la nécessité : « Je me réjouis que la campagne électorale en France ait démontré que l'immense majorité du peuple français était en faveur de la poursuite et de l'approfondissement des relations d'amitié franco-allemandes ». Le chancelier a évoqué tour à tour, comme à son habitude, ses enfants qui vont en Alsace en voisins et à Paris pour un week-end, Verdun et Oradour pour mesurer le chemin de la réconciliation, qui ne dépend pas de la conjoncture politique française, et quelques lieux communs dont il est spécialiste pour cacher, bien mal, sa joie de voir son « ami Vrangsoa » (François) prendre un nouveau bail à l'Elysée. L'« artiste » Mitterrand, qui incarne outre-Rhin la synthèse entre la culture politique et la culture tout court — que peu d'hommes politiques du cru ont réussi à réaliser, — a reçu l'hommage de ses amis de cœur, la gauche allemande, qui l'avait quelque peu boudé depuis son approbation de l'installation des fusées Pershing et des missiles de croisière en Europe, et celui des chrétiens-démocrates, qui ont su apprécier en lui la sensibilité d'un homme qui ne leur ressemble en rien, mais qui sait les écouter.

LUC ROSENZWEIG.

En Grande-Bretagne

La presse n'est pas tendre pour M. Jacques Chirac

LONDRES
de notre correspondant

M. Neil Kinnock, leader du Parti travailliste, a salué, dimanche soir, la « grande victoire de François Mitterrand et des socialistes français », qui est, selon lui, « un coup de massue pour la droite et spécialement l'extrême droite raciste ».

Mme Thatcher pour sa part n'a fait aucun commentaire. Interrogée avant l'élection sur ses préférences, elle expliquait en souriant qu'elle était depuis trop longtemps en politique pour répondre à ce genre de question...

Les conservateurs britanniques ont souvent été réticents à donner un brevet de libéralisme bon teint à M. Chirac et à son gouvernement. Ils ont jugé sa politique économique trop timide pour être vraiment qualifiée de « thatchérienne ». Les tractions de ces derniers mois avec l'Iran, culminant avec la libération des trois otages français du Liban, les ont d'autre part choqués, comme l'opinion britannique en général.

Le Foreign Office a publiquement demandé des « clarifications » à Paris à ce sujet et rappelé que la Grande-Bretagne, elle, ne négociait pas avec les preneurs d'otages. Il est enfin de notoriété publique que le courant passait mieux entre M. Mit-

terrand et Mme Thatcher qu'entre celle-ci et M. Chirac, sur le plan personnel.

Les grands quotidiens britanniques annoncent le lundi 9 mai en première page la réélection de M. Mitterrand et insistent sur l'écart qui le sépare de M. Chirac. Le *Financial Times* écrit qu'« il ne fait aucun doute que M. Mitterrand est le tacticien politique le plus accompli d'Europe ». Mais le quotidien de la City estime que « c'est une autre affaire de savoir si ce numéro de virtuosité lui donne une stature d'homme d'Etat ou sert les intérêts supérieurs de la France ». Il remarque d'abord que M. Mitterrand « a fait sortir de sa boîte le diable du Front national » sans être assuré pour autant de « savoir comment l'y faire rentrer ». Il prédit ensuite une période d'« incertitude politique » en France, s'interroge sur l'âge du président réélu et préconise la réduction à cinq ans du mandat présidentiel.

Le journal des affaires est sévère pour M. Chirac sur le sort duquel il se refuse à verser des larmes, en raison de ses « tentatives de dernière minute » jugées « grotesques » pour renverser la situation. Parmi celles-ci, le quotidien cite le retour en France de M^{me} Prieur, malgré l'accord passé avec la Nouvelle-Zélande, l'assaut donné à Ouvéa et les conditions de libération des trois otages du Liban. Le *Financial Times* conclut que « la France a clairement besoin d'un parti conservateur fort et efficace », et que « M. Chirac ne s'est pas vraiment révélé l'homme capable d'en devenir le chef ». Le quotidien donne par ailleurs un prix de consolation à M. Raymond Barre « perdant du premier tour mais qui peut prétendre être le vainqueur moral du second ».

Le *Daily Telegraph* (conservateur), publie en première page une photo de M. Rocard, présenté comme devant être « vraisemblablement » le nouveau premier ministre. Ce quotidien constate que la vie politique française est décidément bien bizarre puisque les candidats de droite pris ensemble ont obtenu plus de voix au premier tour que ceux de gauche. Le *Daily Telegraph* estime que des élections législatives seront nécessaires « pour résoudre cette énigme : pourquoi une majorité de droite a-t-elle réélu un président socialiste ? ».

Pour *l'Independent*, la défaite de M. Chirac est plus cuisante encore que la victoire de M. Mitterrand n'est éclatante. *L'Independent* cite un membre de l'entourage du président selon lequel le but de ce dernier serait désormais de faire subir au RPR le sort qu'il a infligé au PCF...

V. D.

Le *Guardian* (centre gauche) est le seul quotidien à se réjouir ouvertement de l'événement. « La victoire de M. Mitterrand n'est pas seulement méritée ; elle sert également les meilleurs intérêts de la France et constitue un soulagement pour ses alliés », écrit ce journal. Comme tous ses confrères, le *Guardian* critique les « coups de théâtre » de M. Chirac qui ont précédé le second tour. « La France doit faire face à une série de problèmes, conclut le quotidien, à l'intérieur et à l'extérieur, et sera mieux à même de les résoudre sous la direction d'un leader qui préfère l'arbitrage à l'affrontement ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

Les instituts de sondage à l'épreuve

Les instituts de sondage ont sans doute encore une fois maudit la loi du 19 juillet 1977 interdisant la diffusion de leurs enquêtes dans la semaine qui précède un scrutin. Les dernières estimations connues des électeurs, qui ont été publiées du 25 au 30 avril, n'ont évidemment pas pu prendre en compte l'impact d'événements tels que le retour des otages du Liban ou la libération meurtrière de ceux d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie. Il en résulte que les intentions de vote en faveur

de M. François Mitterrand ont été au second tour généralement surestimées de 1 à 3 points suivant les instituts. Si IPSOS accordait au président de la République 53 % des voix dès le 24 avril, puis 55 % à la veille du scrutin, BVA lui a généreusement donné 57 % des suffrages. Ce dernier institut est revenu sur ce chiffre dans un sondage non publié créditant M. Mitterrand de 53,5 % des intentions de vote. La SOFRES, elle, a également revu à la baisse ses

dernières estimations et a ainsi parfaitement collé à la réalité, en accordant 54 % à M. Mitterrand à la veille du scrutin, contre 55 % en début de semaine.

Au premier tour, BVA a donné les meilleures estimations, obtenant néanmoins, sur l'ensemble des candidats, un écart global (entre les chiffres de son dernier sondage et les résultats définitifs) de plus de 11 points. Cet écart est supérieur à 12 points en ce qui concerne la SOFRES et CSA, et se monte à plus

de 14 points pour Louis Harris et IPSOS.

En fait, tous les instituts ont eu tendance à surestimer les scores de MM. Mitterrand et Chirac au détriment de ceux de MM. Le Pen et Waechter, sous-évalués. Ainsi Louis Harris a accordé au président de la République 40 % des intentions de vote, alors qu'il n'a finalement recueilli que 34,09 % des suffrages. Cette enquête a d'ailleurs fait l'objet de réserves de la part de la Commis-

sion des sondages. De même, la majorité des instituts ont crédité le premier ministre de résultats supérieurs de plus de 3 points par rapport à la réalité.

A l'inverse, l'influence du président du Front national est toujours sous-estimée dans les sondages depuis son entrée sur la scène politique lors des élections européennes de 1984. Si BVA s'est approché de la vérité en donnant 12 % des intentions de vote à M. Le Pen, l'IFOP a sous-évalué son score de près de 5 points.

Ce dernier institut, qui enregistre sur l'ensemble des candidats un écart de près de 21 points, s'est, avec son « présidoscope », singulièrement dès le début de la campagne électorale. Ayant constitué un panel représentatif de 2.117 personnes, l'IFOP s'est efforcé d'interroger, à chaque vague, les 800 mêmes personnes issues de ce vivier, en vue de mesurer plus précisément les évolutions de l'électorat. Une méthode qui, si elle a permis de cerner les motivations des choix des électeurs, n'a pas fait ses preuves du point de vue de la réduction des marges d'erreur.

AVANT LE SECOND TOUR

(Sondages publiés entre le 25 et le 30 avril 1988)

	IPSOS le Point publié le 25-4	BVA Paris-Match publié le 28-4	SOFRES Journaux de province (1) publié le 29-4	IFOP Libération publié le 30-4	IPSOS TFI-RTL rendu public le 30-4	Résultats définitifs du 8 mai 1988
M. Mitterrand	53	57	56	55,5	55	54,05
M. Chirac	47	43	44	44,5	45	45,95
	Réalisé le 24-4 auprès de 1 200 personnes.	Réalisé le 25-4 auprès de 1 297 personnes.	Réalisé les 26 et 27-4 auprès de 1 000 personnes.	Réalisé les 25 et 26-4 auprès de 815 personnes.	Réalisé le 29 avril auprès de 1 217 personnes.	

(1) Les Dernières Nouvelles d'Alsace, la Dépêche du Midi, le Provençal et la Nouvelle République.

AVANT LE PREMIER TOUR

(Sondages publiés entre le 11 et le 16 avril 1988)

	CSA-La Vie publié le 11-4		IPSOS-Le Point publié le 11-4		BVA-Paris-Match publié le 14-4		IPSOS-VSD publié le 14-4		SOFRES-Nouv. Obs. publié le 15-4		L. Harris-Expr. publié le 15-4		IFOP-Libér. publié le 16-4		Résultats (en %) du 1 ^{er} tour
	1 ^{er} tour	2 ^{er} tour	1 ^{er} tour	2 ^{er} tour	1 ^{er} tour	2 ^{er} tour	1 ^{er} tour	2 ^{er} tour	1 ^{er} tour	2 ^{er} tour	1 ^{er} tour	2 ^{er} tour	1 ^{er} tour	2 ^{er} tour	
Boussel	1,5		1		1		1		1		2		0		0,38
Laguiller	2,5		3		2,5		3		2		2		0,5		1,99
Juquin	6,5		5		7,5		7		7		7		2,5		2,10
Lajoinie	37	52,5	52		34	52	37	53	36	54	40	58	5		6,76
Mitterrand	2,5		2		2,5		2		2,5		2		38	54	52,5
Waechter	16,5		16		16		17		17		16		2		3,78
Barre	23	47,5	48		24,5	48	23	47	23,5	46	21	42	19	47,5	16,54
Chirac	10,5		11		24,5	48	23	47	46		21	42	23,5	46	19,94
Le Pen					12		10		11		10		9,5		14,39
	Sondage réalisé le 2 au 7 avril auprès de 966 personnes.		Sondage réalisé les 5 et 6 avril auprès de 1 202 personnes.		Sondage réalisé les 8 et 9 avril auprès de 1 340 personnes.		Sondage réalisé les 9 et 11 avril auprès de 1 988 personnes.		Sondage réalisé les 8 et 9 avril auprès de 1 000 personnes.		Sondage réalisé les 8 et 9 avril auprès de 979 personnes.		Sondage réalisé les 10, 11 et 12 avril auprès de 806 personnes.		



Les reports de voix

L'extrême droite : confirmation de sa diversité

Comment s'est réparti l'électorat lepéniste ? A la lecture des résultats, un constat s'impose : en métropole, M. Jacques Chirac est, en pourcentage, en recul dans tous les départements par rapport aux résultats cumulés de la droite et de l'extrême droite du premier tour. Il serait sans doute hâtif de mettre ces reculs sur le seul compte des électeurs du président du FN. Les déflections ont également affecté l'électorat bariste. Toutefois, un certain nombre d'indices permettent de mesurer l'ampleur des pertes de M. Chirac sur son flanc d'extrême droite.

Tout d'abord, le classement des départements par ordre croissant de perte par rapport au total Chirac-Barre-Le Pen fait apparaître que le premier ministre enregistre ses plus fortes déperditions de voix dans les départements où M. Le Pen est arrivé en tête il y a quinze jours. Dans ce classement, le Vaucluse, le Var, le Gard, les Bouches-du-Rhône, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, et la Moselle occupent la queue du tableau. Dans ce dernier département, où le président du FN avait recueilli 19,90 % des voix, M. Chirac a un manque à gagner de près de 9 points par rapport au vote droite-extrême droite du 24 avril.

D'autre part, il semble que les bastions « anciens » de la « lepénie »

ont refusé le choix entre « le pire et le mal ». C'est ainsi, par exemple, que dans les villes des Bouches-du-Rhône (à l'exception de Marseille), où le FN est arrivé en tête le 24 avril, le taux de bulletins blancs et nuls est supérieur à celui de la moyenne départementale. Le taux d'abstention a également crû d'une façon significative.

En revanche, dans d'autres départements, l'antisocialisme a été plus fort que l'antichiracisme, et M. Chirac enregistre de bons reports : c'est le cas dans les principales villes des Alpes-Maritimes (Cannes, Antibes, Grasse, etc.) ou du Var.

Enfin, dans les terres de gauche où la « morsure » du FN est encore fraîche, les électeurs de gauche séduits par M. Le Pen au premier tour ont retrouvé le vote Mitterrand au second tour. C'est très net dans certains quartiers populaires de Toulon ou de La Seyne (Var), nous signale notre correspondant. Même constat dans le département du Nord. Dans le sud du département, où le FN avait progressé de 10 points par rapport à 1986, M. Mitterrand empoche un gain de 16 points par rapport au cumul gauche-extrême gauche du 24 avril. Le littoral dunkerquois présente les

mêmes caractéristiques, alors que le secteur est de la métropole lilloise (où la percée du FN est plus ancienne) ne permet pas à M. Mitterrand de bénéficier d'un aussi favorable appoint de voix FN.

Bref, le résultat de ce second tour est le reflet du caractère composite de l'électorat lepéniste : la fraction dure (extrême droite, rapatriés...) a plutôt opté pour le blanc, le nul ou l'abstention ; celle venue de la droite classique a voté Chirac ; celle venue de la gauche y est retournée.

P. S.

L'extrême gauche, le PCF, l'écologisme : front uni

Toute la gauche a fait front. Des électeurs de M. Pierre Bousset aux électeurs de M. André Lajoinie en passant par ceux de M^{me} Arlette Laguiller et de M. Pierre Juquin, la gauche du 24 avril s'est massivement retrouvée, le 8 mai, derrière M. François Mitterrand. Les premières observations révèlent d'excellents reports.

Selon une étude effectuée par Bull et BVA pour le compte d'Antenne 2, la répartition de la provenance des 54 % obtenus par M. Mitterrand confirme le haut niveau des transferts entre le pre-

mier et le second tour. Ainsi, les quatre candidats de gauche ont fourni 10 points au prétendant unique de la gauche : 6 points viendraient de M. Lajoinie, 2 points de M. Juquin, 1,5 point de M^{me} Laguiller et 0,5 point de M. Bousset. Pour ce dernier, cela signifie que la totalité de ses électeurs s'est reportée sur M. Mitterrand. La proportion est supérieure à 95 % pour l'électorat du candidat « rénovateur », neuf électeurs sur dix du candidat du PCF auraient voté pour M. Mitterrand ainsi que trois électeurs sur

quatre de la candidate de Lutte ouvrière.

Les gros bataillons du vainqueur avaient évidemment déjà voté pour lui au premier tour : ils représenteraient 32 points du score final, soit près de 10 millions d'électeurs de M. Mitterrand du 24 avril. Le chef de l'Etat aurait bénéficié, selon l'enquête de BVA, de 3 points venant des électeurs du candidat écologiste, M. Antoine Waechter, ce qui représente plus de 900 000 suffrages. Ce chiffre équivaut à 80 % de l'électorat des Verts du 24 avril.

Le total des voix de gauche et écologistes entrant ainsi pour 45 points dans les 54 % réalisés par M. Mitterrand, la différence de 9 points est apportée par des électeurs qui s'étaient abstenus au premier tour, ainsi que par des électeurs s'étant prononcés pour MM. Barre, Le Pen et... peut-être Chirac.

Au total, et malgré les bons reports, dix-neuf départements métropolitains sont restés rétifs à la forte poussée de M. Mitterrand, et ne lui ont pas donné la majorité. Ce sont le Bas-Rhin, la Haute-Savoie, l'Ain, le Rhône, la Haute-Loire, les Hautes-Alpes, le Maine-et-Loire, la Manche, les Hauts-de-Seine, les Yvelines, la Mayenne, le Var, Paris, les Alpes-Maritimes, la Vendée, la Lozère, la Corse-du-Sud, la Haute-Corse et le Cantal.

P. S.

O. B.

Deux élections cantonales partielles

YVELINES : canton de Poissy-Nord (1^{er} tour).

Inscr., 21 546 ; vot., 16 593 ; suffr. exp., 16 212. MM. Paul-Xavier Poli (RPR), 6 273 voix ; Jean Betbeter (PS), 5 230 ; Michel Currat (FN), 1 849 ; Jean-Claude Davenel (div. d.), 1 549 ; Jacques Rodriguez (PCF), 1 100 ; Philippe Cadoux (POE), 211. Il y a ballottage.

[Le candidat du RPR, soutenu par l'UDF, est arrivé en tête de cette partielle organisée à la suite de la décision de M. Jacques Masdeu-Arus, maire de Poissy (RPR), de se démettre de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1982. Devenu député des Yvelines à la suite du décès de Robert Wagner (RPR), M. Masdeu-Arus s'est ainsi mis en conformité avec la loi relative au non-cumul des mandats. M. Poli a recueilli 38,69 % des suffrages, les deux représentants de la droite en rassemblant 48,24 %. Les candidats de la majorité avaient, pour leur part, obtenu, au premier tour du scrutin de 1982, 49,03 % des suffrages. A gauche, le représentant du PS a amélioré de près de 5 points son résultat de 1982, recueillant 32,26 % des voix (au lieu de 27,73 %). En revanche, le candidat communiste abandonne près de 9 points en réunissant 6,78 % des suffrages (au lieu de 15,73 %).

Au premier tour de l'élection de 1982, les résultats étaient les suivants : inscr., 20 949 ; vot., 12 509 ; suffr. exp., 12 218. MM. Masdeu-Arus, 4 708 ; Desbordes (PS), 3 389 ; Thouzeau (PCF), 1 922 ; Groise (UDF), 1 283 ; Poli (écol.), 813 ; M^{me} Brousse (écol.), 103. Au second tour, M. Masdeu-Arus l'a emporté avec 7 215 voix contre 6 168 à M. Desbordes, sur 13 383 suffrages exprimés, 13 688 votants et 20 949 électeurs inscrits.]

YVELINES : canton de Vélizy-Villacoublay (premier tour)

Inscr., 15 139 ; vot., 12 392 ; suffr. exp., 12 079. MM. Franck

Borotra (RPR), député, 4 474 voix ; Gérard Desseigne (PS), 3 957 ; Pierre Berdin (div. dr.), 2 265 ; Philippe Colombani (FN), 737 ; Jean-Louis Passard (PCF), 519 ; Maximilien Debazelaire (POE), 127. Il y a ballottage.

[Six candidats briguaient la succession de Robert Wagner, député (RPR) et conseiller général depuis 1976, décédé le 3 avril dernier. Porte-parole du RPR, M. Borotra, soutenu par l'UDF, recueille 37,03 % des voix, tandis que le candidat divers droite obtient 18,75 % des suffrages. Ces deux derniers ne retrouvent pas néanmoins le score recueilli en 1982 par Robert Wagner (68,46 %), souffrant notamment de la présence d'un candidat du Front national qui réunit 6,10 % des voix.

A gauche, M. Desseigne, qui recueille 32,75 % des suffrages, améliore de plus de 8 points son résultat de 1982 (24,49 %). Il bénéficie non seulement d'une baisse du représentant communiste (4,29 % au lieu de 7,03 %), mais également d'une participation exceptionnelle (18,14 % d'abstentionnistes au lieu de 31,16 % en 1982).

Robert Wagner a été réélu, dès le premier tour en 1982, avec 6 975 voix, contre 2 495 à M. Desseigne et 717 à M. Quere (PCF), sur 10 187 suffrages exprimés, 10 372 votants et 15 067 électeurs inscrits.]

● **Décès du maire d'Ensisheim (Haut-Rhin).** — Maire et conseiller général d'Ensisheim (Haut-Rhin), Louis Egloff (UDF-CDS) est décédé, le dimanche 8 mai, des suites d'une longue maladie. (Corresp.)

[Né le 25 août 1928, Louis Egloff, enseignant, entre en 1977 au conseil municipal d'Ensisheim, où il occupe les fonctions de premier adjoint au maire. Il remplace, en juin 1983, Eugène Spiess (UDF-CDS), décédé, maire de cette commune et conseiller général, et est réélu en 1985 à l'Assemblée départementale.]

Le « barrisme » : inquiétudes municipales

Selon un sondage CSA, environ 13 % des électeurs du premier tour de M. Raymond Barre auraient déserté les rangs de la majorité pour rejoindre ceux des mitterrandistes. Ce sont dans les départements où le FN est fort que le report des voix barristes semble s'être le mieux passé. Les Bouches-du-Rhône, le Var, les Alpes-Maritimes, le Vaucluse, les Pyrénées-Orientales, le Gard, l'Hérault, le Haut-Rhin et le Bas-Rhin arrivent en tête des départements dans lesquels le premier ministre enregistre d'un tour sur l'autre les gains les plus importants. On peut penser que, face aux consi-

gnes de vote ambiguë de M. Jean-Marie Le Pen à l'égard du « candidat résiduel », l'électorat UDF de ces bastions lepénistes a serré les rangs.

Pour le reste, à l'heure des bilans, les caciques de l'UDF, notamment les centristes, contemplant lundi matin un spectacle qui n'est pour eux guère réjouissant. M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, voit M. Mitterrand l'emporter dans la ville dont il est le maire, Vitry. Le président de l'UDF, M. Jean Lecanuet, doit faire le

même constat pour sa bonne ville de Rouen. M. André Santini (PSD), maire d'Issy-les-Moulineaux, ne peut également que constater que les voix mitterrandistes sont majoritaires dans sa ville. La liste est encore longue des maires qui, dans la perspective des municipales de 1989, sont vacillantes si les alliances actuelles sont maintenues et si le score de la gauche suit les traces du score présidentiel du 8 mai : Toulouse, Châteauroux, Tours, Blois, Saint-Etienne, Cholet, Metz, Roubaix, Tourcoing, Mulhouse, en sont quelques exemples.

P. S.

O. B.

D'un tour à l'autre

	SECOND TOUR 8 MAI 1988		PREMIER TOUR 24 AVRIL 1988			
	M. MITTERRAND	M. CHIRAC	MM. MITTERRAND + LAJOINIE + JUQUIN + M ^{me} LAGUILLER + M. BOUSSET	MM. MITTERRAND + LAJOINIE + JUQUIN + M ^{me} LAGUILLER + M. BOUSSET + M. WAECHTER	MM. CHIRAC + BARRE	MM. CHIRAC + BARRE + LE PEN
AIN	49,28	50,71	39,53	43,57	40,33	56,42
AISNE	61,62	38,37	52,83	56,10	30,48	43,89
ALLIER	57,91	42,08	52,40	55,40	34,45	44,59
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	53,08	46,91	44,72	49,24	34,03	50,75
HAUTES-ALPES	49,67	50,32	40,54	45,86	40,43	54,13
ALPES-MARITIMES	40,97	59,02	33,46	36,49	39,26	63,50
ARDÈCHE	52,30	47,69	43,93	48,07	39,03	51,92
ARDENNES	59,53	40,46	49,80	53,37	31,55	46,62
ARIÈGE	63,93	36,06	57,59	61,11	28,59	38,88
AUBE	52,24	47,75	43,81	47,31	38,26	52,68
AUDE	61,22	38,77	55,14	58,30	27,97	41,69
AVEYRON	50,51	49,48	42,93	46,86	44,26	53,13
BOUCHES-DU-RHÔNE	50,48	49,51	41,99	44,93	28,66	55,06
CALVADOS	55,81	44,18	46,75	50,85	38,09	49,14
CANTAL	45,70	54,29	41,48	43,92	48,96	56,07
CHARENTE	59,83	40,16	53,02	56,25	34,85	43,74
CHARENTE-MARITIME	54,40	45,59	46,90	50,57	38,25	49,42
CHER	57,06	42,93	49,89	53,13	35,29	46,86
CORRÈZE	50,89	49,10	47,63	50,04	44,02	49,95
CORSE-DU-SUD	42,58	57,41	36,88	39,26	45,92	60,73
HAUTE-CORSE	48,23	51,76	42,92	45,55	42,43	54,44
COTE-D'OR	52,59	47,40	43,92	48,01	38,06	51,98
COTES-DU-NORD	59,36	40,63	51,50	55,62	36,13	44,37
CREUSE	55,90	44,09	51,51	54,04	38,16	45,95
DORDOGNE	56,61	43,38	51,11	54,32	35,86	45,67
DOUBS	53,45	46,54	43,55	48,43	37,14	51,56
DROME	52,47	47,52	43,27	47,85	35,44	52,14
EURE	55,57	44,42	46,49	49,93	36,02	50,06
EURE-ET-LOIR	53,78	46,21	44,30	47,68	36,91	52,31
FINISTÈRE	54,41	45,58	45,32	49,59	40,48	50,40
GARD	54,34	45,65	46,19	49,48	29,92	50,51
HAUTE-GARONNE	59,67	40,32	51,61	55,32	31,52	44,67
GERES	57,52	42,47	50,79	54,56	34,74	45,43
GIRONDE	56,95	43,04	49,73	52,75	34,94	47,24
HERAULT	53,31	46,68	45,77	49,11	30,96	50,88
ILLE-ET-VILAINE	54,21	45,78	45,60	50,01	41,34	49,98
INDRE	58,52	41,47	51,23	54,13	34,52	45,86
INDRE-ET-LOIRE	56,02	43,97	47,26	50,72	37,04	49,27
ISÈRE	55,60	44,39	45,77	50,37	33,52	49,62
JURA	54,39	45,60	43,92	49,27	36,19	50,72
LANDES	57,65	42,34	52,74	55,07	35,96	44,92
LOIR-ET-CHER	54,95	45,04	46,51	49,63	37,57	50,36
LOIRE	51,92	48,07	42,14	46,19	36,43	53,80
HAUTE-LOIRE	48,75	51,24	39,50	43,49	42,42	56,50
LOIRE-ATLANTIQUE	54,77	45,22	46,04	50,31	39,65	49,68
LOIRET	51,06	48,93	42,03	45,77	39,30	54,22
LOT	57,96	42,03	51,31	55,72	35,94	44,27
LOT-ET-GARONNE	54,01	45,98	46,54	50,02	34,56	49,97
LOZÈRE	43,05	56,94	36,41	39,84	48,52	60,15
MAINE-ET-LOIRE	48,98	51,01	39,99	44,13	46,33	55,86
MANCHE	49,30	50,69	40,76	45,07	44,14	54,92
MARNE	53,87	46,12	44,31	48,26	37,70	51,73
HAUTE-MARNE	54,70	45,29	44,96	49,16	35,20	50,83
MAYENNE	48,21	51,78	40,19	44,25	47,53	55,74
MEURTHE-ET-MOSELLE	58,28	41,71	47,33	51,54	33,60	48,45
MEUSE	53,72	46,27	44,04	48,51	36,47	51,48
MORBIHAN	52,99	47	43,52	47,42	39,59	52,57
MOSELLE	55,65	44,34	42,33	47,16	32,90	52,83
NIEVRE	63,96	36,03	57,99	60,80	29,47	39,19
NORD	60,52	39,47	51,30	54,22	30,61	45,77
OISE	58,12	41,87	48,14	51,47	31,79	48,52
ORNE	50,73	49,26	41,47	45,48	42,71	54,51
PAS-DE-CALAIS	64,66	35,33	57,38	60,13	28,46	39,86
PUY-DE-DOME	54,87	45,12	47,32	51,35	37,06	48,64
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	50,11	49,88	43,33	46,74	42,56	53,25
HAUTES-PYRÉNÉES	59,31	40,68	52,91	56,10	33,95	43,89
PYRÉNÉES-ORIENTALES	52,61	47,38	45,08	48,27	31,20	51,72
BAS-RHIN	48,39	51,60	32,49	41,86	36,19	58,13
HAUT-RHIN	50,15	49,84	33,84	43,14	35,14	56,85
RHÔNE	48,42	51,57	38,81	42,62	39,34	57,37
HAUTE-SAÔNE	55,13	44,86	46,42	50,53	35,61	49,46
SAÔNE-ET-LOIRE	55,36	44,63	47,87	51,14	37,74	48,85
SARTHE	57,93	42,06	49,54	53,18	37,46	46,81
SAVOIE	50,18	49,81	40,79	45,79	38,99	54,20
HAUTE-SAVOIE	43,69	56,30	33,80	39,18	45,33	60,81
PARIS	45,32	54,67	37,80	41,44	45,16	58,55
SEINE-MARITIME	60,66	39,33	52,58	55,93	32,83	44,06
SEINE-ET-MARNE	53,05	46,94	43,45	47,27	34,97	52,72
YVELINES	46,26	53,73	38,02	41,97	42,97	58,02
DEUX-SÈVRES	53,66	46,33	45,69	50,16	42,34	49,83
SOMME	60,04	39,95	51,58	54,45	31,74	45,54
TARN	55,37	44,62	47,45	51,33	33,89	48,66
TARN-ET-GARONNE	54,97	45,02	46,76	50,69	34,11	49,30
VAR	43,66	56,33	35,98	38,83	36,08	61,16
VANCLUSE	50,34	49,65	41,26	44,96	31,91	55,03
VENDEE	46,07	53,92	38,86	42,77	48,52	57,22
VIENNE	56,20	43,79	48,70	52,53	38,15	47,46
HAUTE-VIENNE	62	37,99	55,95	59,04	33,11	40,95
VOSGES	54,77	45,22	43,75	48,56	36,54	51,43
YONNE	52,13	47,86	43,44	47,07	37,19	52,92
TERRITOIRE-DE-BELFORT	57,53	42,46	46,75	52,03	31,19	47,96
ESSONNE	54,95	45,04	45,50	49,83	35,17	50,16
HAUTS-DE-SEINE	48,56	51,43	40,32	43,99	41,23	56
SEINE-SAINT-DENIS	60,90	39,09	51,21	54,48	25,70	45,51
VAL-DE-MARNE	55,42	44,57	47,14	50,95	33,40	49,04
VAL-DOISE	55,53	44,46	45,57	49,38	32,53	50,61

Le Monde

EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL
POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

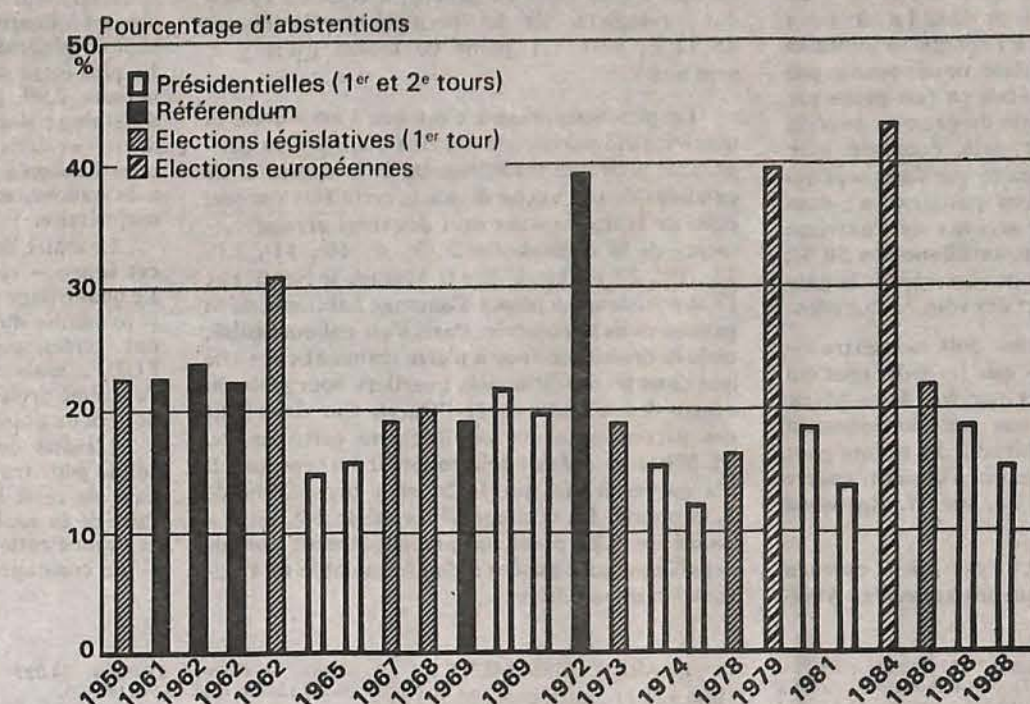
l'élection présidentielle

La participation

Une bonne mobilisation

Le taux d'abstention du second tour (15,82 % d'après les données disponibles le lundi 9 mai dans la matinée) a régressé par rapport au premier tour (18,61 %). Il reste cependant supérieur à celui du 10 mai 1981 (14,13 %). Le caractère spectaculaire de la fin de campagne n'a donc pas provoqué le surcroît de mobilisation électorale qu'avait entraîné en 1981 l'affrontement entre M. Mitterrand et M. Giscard d'Estaing.

Les départements où l'abstention a le plus sévi sont la Haute-Corse (23,68 %), la Corse-du-Sud (23,12 %), la Seine-Saint-Denis (20,76 %), Paris (19,72 %), le Val-de-Marne (18,15 %), les Bouches-du-Rhône (18,11 %), le Rhône (17,54 %), la Loire (17,33 %), la Sarthe (17,23 %), le Val-d'Oise (17,13 %), le Bas-Rhin (17,05 %) et le Haut-Rhin (16,91 %). La plupart de ces départements figuraient déjà au « palmarès » analogue du premier tour. Les départements où la participation a été la plus forte sont la Corrèze (9,50 % d'abstention), le Lot (10,78 %), la Lozère (10,98 %), le Tarn (11,41 %), la Dordogne (11,41 %), les Côtes-du-Nord (11,41 % dans les trois cas), l'Aveyron (11,60 %), la Haute-Saône (11,77 %), la Somme (11,88 %), les Landes



(11,97 %) et le Tarn-et-Garonne (11,25 %).

Ni les départements où l'influence du Front national est forte ni ceux qui constituent des bastions traditionnels du Parti communiste n'ont échappé à cette mobilisation globale accrue du second tour.

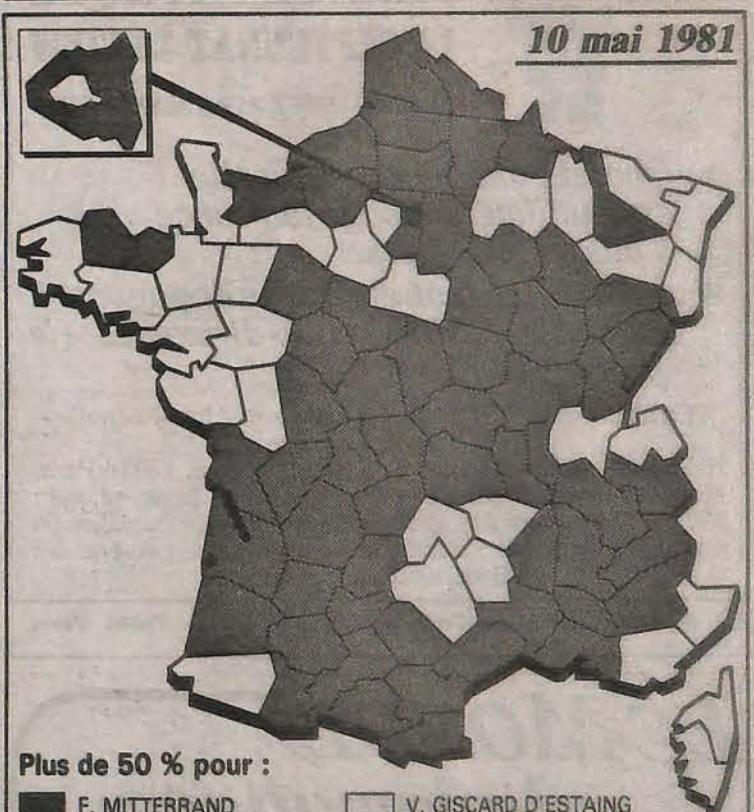
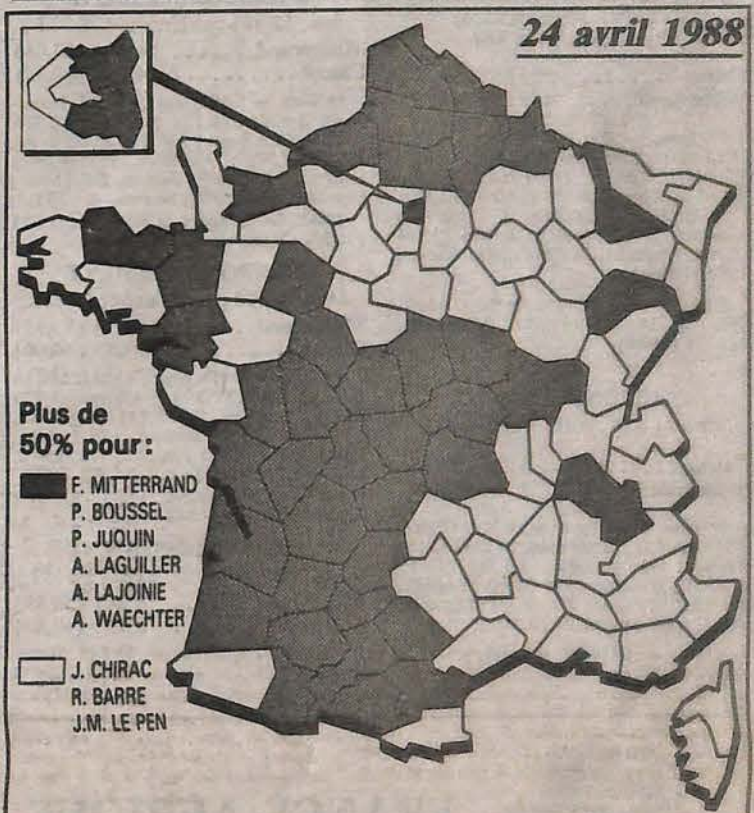
Parmi les bastions du FN l'abstention passe entre les deux tours, dans les Bouches-du-Rhône, de 20,02 % à 18,11 %; dans le Var, de 18,90 % à 15,99 %; dans les Pyrénées-Orientales, de 19,70 % à 15,85 %; dans le Gard, de 12,36 % à 14,89 %. Dans les départements de la couronne pari-

sienne où l'influence du Parti communiste est traditionnelle, l'abstention régresse aussi de 22,24 % à 20,76 % en Seine-Saint-Denis; de 19,08 % à 17,13 % dans le Val-d'Oise et de 19,97 % à 18,15 % dans le Val-de-Marne.

M. K.

Les abstentions

DÉPARTEMENT	8 MAI 1988	24 AVRIL 1988	10 MAI 1981
Ain	15,67	18,96	14,10
Aisne	13,59	16,20	11,53
Allier	15,06	17,28	12,78
Alpes-de-Haute-Provence	13,99	17,64	13,06
Hautes-Alpes	13,50	18,46	13,30
Alpes-Maritimes	15,93	19,91	15,71
Ardèche	13,66	17,33	12,93
Ardennes	15,09	18,42	11,84
Ariège	13,40	18,19	13,09
Aube	16,11	18,90	13,64
Aude	12,33	15,24	11,40
Aveyron	11,60	15,49	11,30
Bouches-du-Rhône	18,11	20,02	17,78
Calvados	15,42	18,11	13,12
Cantal	12,83	17,30	13,84
Charente	14,13	17,42	12,29
Charente-Maritime	16,10	19,50	14,49
Cher	15,09	17,79	12,42
Corrèze	9,50	12,48	11,05
Corse-du-Sud	23,12	31,56	25,18
Haute-Corse	23,68	33,22	30,15
Côte-d'Or	14,79	18,49	13,50
Côtes-du-Nord	11,41	14,46	10,09
Creuse	15,50	19,78	15,15
Dordogne	11,41	14,64	10,88
Doubs	13,24	16,69	12,55
Drôme	14,82	17,85	13,71
Eure	14,59	17	11,90
Eure-et-Loir	14,30	16,63	12
Finistère	13,86	16,76	12,80
Gard	14,89	17,36	14,06
Haute-Garonne	15,21	18,48	13,98
Gers	13,38	17,55	11,64
Gironde	15,06	17,62	13,92
Hérault	14,81	18,23	13,92
Ille-et-Vilaine	13,89	17,03	12,29
Indre	13,14	16,24	12,25
Indre-et-Loire	15,92	18,59	13,76
Isère	15,08	18,07	13,87
Jura	13,31	17,42	11,60
Landes	11,97	14,62	10,92
Loir-et-Cher	12,97	15,44	11,56
Loire	17,33	20,26	15,25
Haute-Loire	13,63	17,57	12,37
Loire-Atlantique	16,06	18,59	13,74
Loiret	13,72	16,26	11,99
Lot	10,78	14,77	9,85
Lot-et-Garonne	12,92	15,61	11,51
Lozère	10,98	17,65	13,08
Maine-et-Loire	14,07	15,88	12,78
Manche	14,67	17,39	13,05
Marne	16,34	19,30	13,83
Haute-Marne	15,91	19,04	13,02
Mayenne	12,73	14,71	11,58
Meurthe-et-Moselle	16,67	19,98	14,50
Meuse	13,87	16,68	11,83
Morbihan	13,98	16,07	12,77
Moselle	16,14	17,81	13,90
Nièvre	14,18	17,53	12,84
Nord	15,13	16,78	11,78
Oise	13,57	15,55	11,52
Orne	13,17	16,26	12,31
Pas-de-Calais	13,45	14,73	10,79
Puy-de-Dôme	13,95	17,55	11,98
Pyrénées-Atlantiques	14,24	17,37	12,62
Hautes-Pyrénées	15,39	19,16	14,31
Pyrénées-Orientales	15,85	19,70	15,46
Bas-Rhin	17,05	18,42	14,53
Haut-Rhin	16,91	17,84	14,72
Rhône	17,54	19,75	15,67
Haute-Saône	11,77	15,99	10,64
Saône-et-Loire	16,64	20,09	14,51
Sarthe	15,25	17,87	12,28
Savoie	16,33	20,07	14,61
Haute-Savoie	16,34	19,76	15,17
Paris	19,72	23,12	17,37
Seine-Maritime	15,70	17,75	12,68
Seine-et-Marne	16,15	18,47	13,94
Yvelines	15,69	17,92	13,53
Deux-Sèvres	13,44	15,82	11,59
Somme	11,88	14,29	9,70
Tarn	11,41	14,73	10,14
Tarn-et-Garonne	12,25	16,11	10,82
Var	15,99	18,90	13,75
Vaucluse	14,02	16,13	13,23
Vendée	12,33	13,90	10,67
Vienne	14,05	17,14	12,28
Haute-Vienne	12,70	15,57	11,56
Vosges	14,22	17,27	12,22
Yonne	14,07	17,82	12,97
Territoire-de-Belfort	14,54	18,11	12,25
Essonne	15,82	18,22	13,56
Hautes-de-Seine	15,96	19,11	15,31
Seine-Saint-Denis	20,76	22,24	17,34
Val-de-Marne	18,15	19,97	15,94
Val-d'Oise	17,13	19,08	14,02



Votre **205** (3 et 5 portes)
en livraison immédiate
c'est possible*

chez
NEUBAUER



NEUBAUER
PEUGEOT

* En version essence, en fonction des options choisies.

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

ALBERT MEMMI

ALBERT MEMMI
Le Pharaon

JULLIARD



Roman JULLIARD